

Tables de l'année 2014

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs ..I à IV	
Table alphabétique des matières	V à XXVIII
Table chronologique de la jurisprudence	XXIX à XXXI

Nous rappelons à nos lecteurs que ces tables figurent sur Internet en téléchargement libre, ainsi que diverses autres en complément ; ces documents sont disponibles sur le site <https://sites.google.com/site/droitouvrier> qui comprend également de nombreux articles

Par ailleurs, les pages « Publications juridiques » de la rubrique « Kiosque » du site cgt.fr contiennent également des informations complémentaire

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAM Patrice

- L'action syndicale non représentative dans l'entreprise (Sur quelques règles de conjugaison).....1
- Sur le contrat saisonnier et l'activité exercée « en tous saisons »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 septembre 2013.....91
- Négociation collective inter-catégorielle et CFE-CGC : la « solitude-obstacle »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014.....592

AKANDJI-KOMBÉ Jean-François

- Le rapprochement entre juge judiciaire et juge administratif en matière sociale.....756

AUGIER Bernard

- Le régime des heures de délégation durant un arrêt de travail
Cour de cassation (Ch. mixte) 21 mars 2014.....402

BARGAIN Gwenola (avec Pierre-Emmanuel Berthier et Tatiana Sachs)

Les logiques de responsabilisation au cœur des évolutions récentes du droit du travail français. Rapport présenté au colloque européen de la Société internationale de droit du travail et de la Sécurité sociale (Dublin, septembre 2014).....784

BAUGARD Dirk

- Les organisations syndicales, vigies de la régularité de consultation des IRP : questions de recevabilité de l'action en justice
Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 1) 23 septembre 2013 (deux espèces).....123

BERNARD Savine

- Suspension d'une réorganisation pathogène (RPS) et insuffisance de l'information du CHSCT
Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 18 septembre 2013.....121

BERTHIER Pierre-Emmanuel (avec Gwenola Bargain et Tatiana Sachs)

- Les logiques de responsabilisation au cœur des évolutions récentes du droit du travail français. Rapport présenté au colloque européen de la Société internationale de droit du travail et de la Sécurité sociale (Dublin, septembre 2014)784

BERTRAND Marie-Laurence

- Conclusion du colloque « Vers un ordre juridictionnel social »...782

BIED-CHARRETON Marie-France

- Mise à pied injustifiée et entrave aux fonctions syndicales

et représentatives

Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 avril 2014.....513

BIZOT Nathalie

- Les *Conti* sur le front judiciaire : co-emploi, motif économique et reclassement
Conseil de prud'hommes de Compiègne (Ind. - Dépar.) 30 août 2013.....102
- Périmètre de désignation du délégué syndical : retour sur la jurisprudence et actualité législative
Tribunal d'instance de Castres 8 octobre 2013.....370

BOUAZIZ Pierre (avec Alexandra Soumeire)

- Révéler les faits sur le terrain : le rôle des IRP207

BOULMIER Daniel

- Chroniques jurisprudentielles : procédure prud'homale 229-243
- M. Sapin la « communauté humaine » ne peut être à géométrie variable !.....244
- Quelques éléments sur la preuve utile et licite, vue du côté du salarié263
- Les représentations du personnel : accentuation des autonomies subordonnées (? ou !)439
- Chroniques jurisprudentielles : procédure prud'homale. 606-614
- Renvoi pour cause de suspicion légitime en violation de la collégialité (à propos d'ordonnances de premiers présidents de Cour d'appel)
Cour d'appel de Colmar (Ord. Prés.) 19 mai 2014 ; Cour d'appel de Riom (Ord Prés.) 3 juin 2014.....619
- Vers la disparition de la conciliation prud'homale ? À propos de l'extension des cas d'exemption811

BOUTONNET Pierre (avec Jacques Déchoz)

- Tout salarié employé d'une entreprise dont l'effectif est supérieur à 50 doit relever d'un CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 février 2014.....406

BRAUN Anne

- Lutter contre les accords de mobilité et de maintien dans l'emploi en période de crise340

BRUCHÉ Nathalie (avec Cédric Porin)

- Instruire le dossier pour établir les faits : le rôle actif du juge .247

CADOT Jonathan (avec Claire Gallon)

- Le *benchmark*, une source majeure d'atteinte à la santé au travail
Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 21 février 2014.....417

CAMAJI Laure

- Chroniques jurisprudentielles : droit de la protection sociale **149**
- Quel accès à la justice pour les usagers du service public de l'emploi ? **713**

CANUT Florence

- Droit syndical : appréciation des critères de représentativité et désignation du délégué syndical par un autre syndicat que celui qui a présenté le candidat aux élections
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013 **135**

CAO Paul

- Alléger le salarié du fardeau de la preuve **205**

CASTEL Myriam

- *Molex* acte III ou le co-emploi entre flux et reflux
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 **654**

CHARBONNEAU Alexandre

- Les nouvelles règles de fonctionnement du CHSCT **451**

CHAUCHARD Jean-Pierre

- Deux enseignements à propos de la généralisation de la couverture complémentaire santé **626**

CHIREZ Alain (avec Frédéric Chirez)

- Égalité des armes et pouvoir de licencier
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2013 ; *Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2013* ; *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013* **158**

CHIREZ Frédéric (avec Alain Chirez)

- Égalité des armes et pouvoir de licencier
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2013* ; *Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2013* ; *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013* **158**

COLLET-THIRY Nicolas

- L'exception d'inexécution entre les mains du salarié **565**

DADI Ghislain

- Harcèlement et discrimination antisyndicale : la répression pénale, ça marche !
Cour d'appel de Caen (Ch. corr.) 5 juillet 2013 **304**

DARVES-BORNOZ Paul

- Appréciation du délai de prescription des subventions patronales au CE
Tribunal de grande instance d'Annecy 18 septembre 2014 **843**

DAUDET Simon

- Licenciement pour faute grave après une dégradation persistante des conditions de travail et notamment l'alerte du CHSCT
Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 28 janvier 2014 **661**

DE SAINT-RAT Annie

- Discrimination syndicale et évolution de carrière : débat sur le panel comparatif et recevabilité de l'intervention syndicale
Cour d'appel de Versailles (5^e ch.) **666**

DÉCHOZ Jacques

- Les rapports du travail : du lien de subordination au lien d'assujettissement **12**
Tribunal de grande instance de Nanterre (2^{ème} ch.) 12 septembre 2013 **19**
 - Les CHSCT dans la tourmente ? (à propos du rapport *Verkindt*) **625**
- (avec Pierre Boutonnet)**
- Tout salarié employé d'une entreprise dont l'effectif est supérieur à 50 doit relever d'un CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 février 2014 **406**

DENIS Alexandra (avec Marie-Cécile Sarrazin)

- Plan de sauvegarde de l'emploi : le droit public s'invite à la table des négociations **347 et rectificatif p.404**

DIRINGER Josépha

- Étude juridique empirique de l'influence de la loi du 20 août 2008 – À propos de quelques accords collectifs de droit syndical **459**

DRAPPIER Florent

- Discrimination indirecte fondée sur le sexe et application directe du droit de l'Union européenne par la juridiction judiciaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2013 **51**
- Requalification d'un contrat de mission temporaire et actions conjointes contre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice, y compris en matière de salaire et d'heures supplémentaires
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013 **427**

DURAND Thierry

- Élections prud'homales : la démocratie coûte trop cher, à bas la démocratie **322**
- (avec Patrick Henriot)**
- Fables et légendes prud'homales **171**

FARDOUX Olivier

- La fourniture illicite de main-d'œuvre à la croisée des chemins **459**

FERRARO Jérôme

- Modification du contrat de travail, résiliation judiciaire (ou prise d'acte) : « Le changement, c'est maintenant »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2014 (deux espèces) **868**

FERRÉ Nathalie

- Certificat médical initial et reconnaissance de maladie professionnelle
Cour de cassation (2^e ch. Civ.) 7 novembre 2013 **287**

FERRER Anaïs

- Trois arrêts de la Chambre sociale édulcorant les garanties procédurales, pourtant légères, en matière de rupture conventionnelle
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2014 (trois espèces) **415**

FÉVRIER Fabrice

- Expertise CHSCT : appréciation du risque dans le temps et analyse des mesures décidées par l'employeur
Tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse 18 février 2014 ; *Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 mai 2014* **648**

GABRIEL Jean-Pierre

- Synthèse conclusive au colloque « Vers un ordre juridictionnel social » **780**

GAHDOUN Pierre-Yves

- Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel **615-618, 681-688**

GALLON Claire (avec Jonathan Cadot)

- Le *benchmark*, une source majeure d'atteinte à la santé au travail
Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 21 février 2014 **417**

GARDIN Alexia

- Le travail à temps partiel : entre sécurité et flexibilité **64**

GAYAT Emmanuel

- Les luttes de classe en France et le port du voile islamique **327**

GINON Anne-Sophie

- Chroniques jurisprudentielles : droit de la protection sociale **148-154**

GOMA MACKOUNDI Rodrigue

- La rupture du contrat de travail d'un salarié étranger en situation irrégulière **332**

GOSELIN Hervé

- Alléger le salarié du fardeau de la preuve **197**

GRÉVY Manuela

- Chroniques jurisprudentielles de droit administratif du travail **311-321, 375-384**

GUAMAN HERNANDEZ Adoracion

- Les pouvoirs du juge social en Espagne : variations, innovations et résistances **719**

GUICHAOUA Hervé

- Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts *Easy Jet* et *Vueling*
Cour de cassation (Ch. crim.) 11 mars 2014 (deux espèces) **385**
- Sous-traitance du nettoyage de chambres d'hôtel, marchandage et prêt de main-d'œuvre illicite
Conseil de prud'hommes de Paris (Comm. - Départ.) 21 mai 2014..... **600**
- La loi du 10 juillet 2014 destinée à lutter contre le dumping social : une loi timide et une occasion manquée **823**

GUILLOU Sylvie

- Preuves de harcèlement et portée des témoignages
Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9^e ch. A) 6 février 2014..... **599**
- L'accès à la justice sociale (Restitution d'un atelier)..... **731**

GUIOMARD Frédéric

- Chroniques jurisprudentielles : droit de la protection sociale..... **53-63**

HÉAS Franck

- Reclassement du salarié licencié pour motif économique et franchise commerciale
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 février 2014 **574**

HEGE Adelheid

- La loi de 2008 dans les pratiques des acteurs : une enquête sociologique..... **465**

HENNEQUIN Florent

- Renégociation des conditions de travail et exécution loyale du contrat
Cour d'appel de Paris (6 - 5) 20 février 2014..... **552**

HENRIOT Patrick

- Le juge social, un juge « interventionniste » **761 (avec Thierry Durand)**
- Fables et légendes prud'homales **171**

HENRY Michel

- Impartialité de la motivation des décisions de justice, une exigence absolue
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2014 **563**
- Contentieux individuels et contentieux collectifs : les deux versants du règlement des litiges sériels par des chemins qui ne mènent pas au sommet **772**

HOLLE Dominique

- Le lock-out ou comment vouloir briser une grève sans en avoir l'air !
Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2013 **554**

HOSSON Véronique

- La justice sociale dans les pays européens voisins (Restitution d'un atelier) **723**

ICARD Julien

- Travail de nuit, travail du dimanche : l'organisation du temps de travail au prisme de l'affaire *Sephora*
Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 1) 23 septembre 2013 **139**

JOHANSSON Anja

- Le contrôle par le juge des clauses contractuelles relatives à la durée et aux horaires de travail **634**

KAPP Thomas

- L'utilisation d'un rapport de l'Inspection du travail devant le Conseil des prud'hommes pour faire condamner une discrimination
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014 **289**

KEIM-BAGOT Morane

- L'éclatement du contentieux social : obstacle à l'effectivité du droit à la santé et à la sécurité des travailleurs **707**

KELLER LYON-CAEN Marianne

- L'action judiciaire du syndicat devant le TGI en vue de régulariser la situation des salariés écartés d'un transfert conventionnel

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013..... **41**

- Pour une meilleure pratique de la règle de l'unicité de l'instance prud'homale (en attendant la juridiction sociale du XXI^e siècle)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 février 2012 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2014 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2010..... **515**
- La défense de l'emploi devant les juges : une action compliquée par une conception restrictive de la recevabilité du comité d'entreprise
Tribunal de grande instance de Versailles (Référé) 13 février 2014..... **973**

LACOSTE-MARY Valérie

- Chroniques jurisprudentielles : droit social international et européen **432-435**

LAFUMA Emmanuelle

- Le droit du licenciement autorise-t-il l'élaboration d'un PSE par établissement ?
Cour d'appel de Paris (6 - 1) 13 janvier 2014 **408**

LE CORRE Gérard

- Quelle contribution peut-on exiger de l'inspection du travail concernant le droit de la preuve ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 novembre 2013 ; Commission d'Accès aux Documents Administratifs 4 juillet 2013..... **218**

LEJARD Philippe

- La condamnation d'un salarié par la dénaturation de l'article 700 du CPC
Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 15 mai 2014 **651**

LEPAON Thierry

- Introduction au colloque « Vers un ordre juridictionnel social » **689**

LÉVY Claude

- « Les hommes naissent libres et égaux en droits » sauf les travailleurs privés de papiers ?
Conseil de prud'hommes de Paris (Référé) 4 novembre 2013, (concl.) 31 octobre 1989 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 février 2014 **429**

LOKIEC Rachel

- La justice du travail, action individuelle et action collective (Restitution d'un atelier) **740**

MAGORD Claire

- L'accès à la justice sociale : l'exemple de l'aide sociale **725**

MARIÉ Romain

- Sur la constitutionnalité du non-versement à certains titulaires de CDD de l'indemnité de précarité **831**

MASSON Philippe

- Forfait-jours : un encadrement presque parfait ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 mars 2014 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 mai 2014..... **580**

MAZIÈRES Arnaud

- Quasi-contrat de jeu et requalification en contrat de travail
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 juin 2013 **100**
- Pluralité de faits fautifs motivant une mise à pied disciplinaire et un licenciement.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013..... **295**
- Rétablité des entreprises et éviction des salariés malades : quand le Conseil de prud'hommes œuvre pour le rétablissement de la légalité en prononçant la réintégration
Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Ind.) 18 février 2014..... **301**
- La distribution d'une pétition à des clients ne constitue pas un abus de la liberté d'expression
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013..... **360**
- Les pourboires ne peuvent être répartis qu'au personnel en contact habituel avec les clients
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013..... **364**
- Comment vérifier si un organisme de droit privé est effectivement en charge d'une mission de service public ? (à propos du champ d'application de la grève dans les services publics)
Conseil d'État (4/5 srr) 4 décembre 2013..... **669**

MÉDEAU Xavier

- Le juge judiciaire saisi d'une contestation de la rupture de son contrat par un salarié protégé peut surseoir à statuer et permettre l'examen de l'autorisation administrative par le juge administratif
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 novembre 2012 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013**302**

MÉNARD Claudy

- Le salarié inapte ne peut être contraint à prendre ses congés en attendant le reclassement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012**40**
- La nullité du licenciement pour inaptitude due au comportement fautif de l'employeur en violation de normes internationales entraîne la réintégration
Conseil de prud'hommes de Nantes (Référé) 7 janvier 2014**367**
- L'alcoolémie au travail : entre prévention et répression
Cour d'appel de Chambéry (Ch. soc.) 3 juin 2014**859**

MESS Sylvie

- Un juge prud'homal actif**768**

MEYER Francis

- Vicissitudes de la réparation des victimes de l'amiante : la part de responsabilité de la Cour de cassation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014**850**

MEYRAT Isabelle

- Épilogue incertain de l'affaire *Baby-Loup* : l'obligation de neutralité dans une entreprise investie d'une mission d'intérêt général
Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 9) 27 novembre 2013**79**
- Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ? (à propos de l'arrêt *AMS*, CJUE 15 janvier 2014)**546**

MILET Laurent

- La masse salariale pour le budget du comité d'entreprise : la « bénédiction » du compte 641
Tribunal de grande instance de Paris 17 septembre 2013 ; Tribunal de grande instance de Nîmes 1^{er} juillet 2013 ; Tribunal de grand instance de Bourg-en-Bresse 21 octobre 2013**83**
- L'encadrement de la procédure d'information-consultation du comité d'entreprise**470**
- L'assiette de calcul des subventions patronales au CE : la confirmation du compte 641 du Plan comptable général
Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 mai 2014 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2014**848**

PÉCHOUX PHILIPPE

- Lebon, l'abrupt et le requérant**746**

PETIT Franck

- L'application sélective du code électoral dans l'entreprise (Vade-mecum du salarié-électeur)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 octobre 2013 (deux espèces)**22**
- Les nouvelles attributions du comité d'entreprise**482**

PIONNIER Alain

- L'annulation du licenciement pour inaptitude provoquée par le harcèlement du salarié
Cour d'appel d'Orléans (Ch. soc.) 19 décembre 2013**560**

POIRIER Mireille

- Éviter le couperet de la prescription, après la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi**182**
- Entretien préalable et droits de la défense du salarié : un arrêt novateur de la Cour d'appel de Paris
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 6) 7 mai 2014**863**

PORIN Cédric (avec Nathalie Bruché)

- Instruire le dossier pour établir les faits : le rôle actif du juge**247**

PORTA Jérôme

- Chroniques jurisprudentielles de droit international et européen**436-438**
- Une loi pour la légitimité syndicale. Réflexions sur le volontarisme en matière syndicale**491**

RADÉ Christophe

- Représentativité syndicale et égalité de traitement**501**

RENNES Pascal

- Avant-propos concernant les actes du colloque « Vers un ordre juridictionnel social »**692**

ROMAN Diane

- L'accès à la justice sociale et l'effectivité des droits fondamentaux : quelle justice sociale pour le 21^{ème} siècle ?**749**

ROZEZ Sophie

- L'action en justice, action individuelle, action collective**733**

S. D.

- La formulation générale d'un reçu pour solde de tout compte n'a pas d'effet libératoire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013**362**

SACHS Tatiana (avec Gwenola Bargain et Pierre-Emmanuel Berthier)

- Les logiques de responsabilisation au cœur des évolutions récentes du droit du travail français. Rapport présenté au colloque européen de la Société internationale de droit du travail et de la Sécurité sociale (Dublin, septembre 2014)**784**

SAF (Syndicat des avocats de France)

- Nouveau différé d'indemnisation de l'ANI du 22 mars 2014 : la double peine pour le salarié victime d'un licenciement injustifié**405**

SAINT-JOURS Yves

- Ordre juridictionnel social et justice sociale**693**

SARRAZIN Marie-Cécile (avec Alexandra Denis)

- Plan de sauvegarde de l'emploi : le droit public s'invite à la table des négociations**347 et rectificatif p.404**

SCHILTE André

- Le juge administratif et le social**743**

SERVERIN Evelyne

- Agir aux prud'hommes, hier et aujourd'hui**699**

SNTEFP-CGT

- Document : Loi sur les nouveaux pouvoirs de l'inspection du travail : l'analyse du SNTFP-CGT**509**

SOUMEIRE Alexandra (avec Pierre Bouaziz)

- Révéler les faits sur le terrain : le rôle des IRP**207**

STRAEHLI Gilles

- Le régime des heures de délégation durant un arrêt-maladie. Rapport sous Cass. Ch. mixte 21 mars 2014, *ISS Propreté***393**

TARAUD Isabelle

- Affiliation et désaffiliation : quelques éclairages jurisprudentiels récents sur les contours juridiques de l'identité syndicale
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 octobre 2013 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013**372**

TAURAN Thierry

- Résumés d'arrêts récents de la Cour de cassation**3-4 de couverture**
(dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)

TUAILLON-HIBON Étodie

- Le délit d'entrave aux droits d'alerte des délégués du personnel et du CHSCT (à propos du harcèlement à France-Telecom)
Tribunal de grande instance de Paris (31^e ch. corr.) 21 janvier 2014**562**

WOLMARK Cyril

- La preuve en droit du travail : essai de synthèse**276**
- La discrimination voilée (Ass. plén. 25 juin 2014, *Baby-Loup*)
Cour de cassation (Ass. Plén.) 25 juin 2014**839**

Table alphabétique des matières

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES (voir aussi Santé au travail)

Reconnaissance – Opposabilité à l'employeur – Certificat médical initial – Complément de diagnostic – Portée
Cour de cassation (Civ. 2^{ème} ch.) 7 novembre 2013 287
 Note **Nathalie Ferré**, Maître de conférences, Université Paris-13, IRIS 287

SANTÉ AU TRAVAIL – Accident de travail – Risques psychosociaux – Licenciement pour inaptitude – Comportement fautif de l'employeur – Altération de la santé en violation de normes internationales – Nullité de la rupture – Trouble manifestement illicite – Réintégration
Conseil de prud'hommes de Nantes (Référé) 7 janvier 2014 365
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 367

Doctrine : **L'éclatement du contentieux social : obstacle à l'effectivité du droit à la santé et à la sécurité des travailleurs**, par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences, Université Paris-1, Panthéon-Sorbonne 707

ASSURANCES SOCIALES

AFFILIATION

Doctrine : **Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts Easy Jet et Vueling** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 385
 TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l'employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d'accueil – Immatriculation de l'établissement – Défaut – Entrave (première espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 390
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 391

ASSURANCES MALADIE ET MATERNITÉ

Participation forfaitaire des assurés au coût d'un acte – Qualification – Affectation de ce prélèvement au financement d'un régime (non) – Travailleur transfrontalier – Application du règlement européen 1480/71 (non)
Cour de cassation (Civ. 2^{ème} ch.) 10 octobre 2013 148
 Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 149

Doctrine : **Le régime des heures de délégation durant un arrêt-maladie**. Rapport sous Cass. Ch. mixte 23 mars 2014, *ISS Propreté* par **Gilles Straehli**, Conseiller à la Cour de cassation 393

REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Heures de délégation – recours – Arrêt-maladie – Condition – Autorisation du médecin traitant – Caractère préalable
Cour de cassation (Ch. mixte) 21 mars 2014 402

Note **Bernard Augier**, Membre du Conseil supérieur de la Prud'homie 402

ASSURANCES VIEILLESSE

SÉCURITÉ SOCIALE – Opéra national de Paris – Régime de retraite – Ouverture du droit à pension – Catégories de personnel – Différence de traitement entre sexes – Discrimination indirecte.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2013 51
 Note **Florent Drappier**, Élève Avocat 51

Doctrine : **L'éclatement du contentieux social : obstacle à l'effectivité du droit à la santé et à la sécurité des travailleurs**, par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences, Université Paris-1, Panthéon-Sorbonne 707

CHÔMAGE (assurance)

Syndicat des Avocats de France : Nouveau différé d'indemnisation de l'ANI du 22 mars 2014 : la double peine pour le salarié victime d'un licenciement injustifié . 405

Doctrine : **Quel accès à la justice pour les usagers du service public de l'emploi ?** par **Laure Camaji**, Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux 713

Doctrine : **Les logiques de responsabilisation au cœur des évolutions récentes du droit social français** – Rapport présenté au colloque européen de la Société internationale de droit du travail et de la Sécurité sociale (Dublin, septembre 2014) par **Gwenola Bargain**, Maîtresse de conférences à l'Université François-Rabelais de Tours, **Pierre-Emmanuel Berthier**, Maître de conférences à l'Institut d'études du Travail de Lyon et **Tatiana Sachs**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 784

COMITÉS D'ENTREPRISE

Doctrine : **Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts Easy Jet et Vueling** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 385
 TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l'employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d'accueil – Immatriculation de l'établissement – Défaut – Entrave (première espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 390
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 391

Doctrine : **Les représentations du personnel : accentuation des autonomies subordonnées (? ou !)** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine 439

ACTION EN JUSTICE

TRIBUNAUX – 1° Compétence – Licenciement collectif – PSE – Contestation de la légalité – Demande de suspension – Tribunal de grande instance (non) – Compétence administrative (oui) – 2° Recevabilité de

l'action en justice – Syndicat (oui) – Comité d'entreprise (non)	
Tribunal de grande instance de Versailles (Référé)	
13 février 2014	872
Note Marianne Keller-Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	873

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Recevabilité – Fonctionnement du comité d'entreprise – Irrégularité alléguée de la consultation (deux espèces) – Articulation des consultations entre comité européen, comité central et comité d'établissement (première espèce) – Information incomplète (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1)	
23 septembre 2013	123
Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1)	
23 septembre 2013	124
Note Dirk Baugard , Professeur à l'Université de Paris-8 Vincennes-Saint-Denis	125

Doctrines : Révéler les faits sur le terrain : le rôle des IRP par Pierre Bouaziz et Alexandra Soumeire , Avocats au Barreau de Paris	207
--	------------

Doctrines : Les représentations du personnel : accentuation des autonomies subordonnées (? ou !) par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	439
---	------------

Doctrines : L'encadrement de la procédure d'information-consultation du comité d'entreprise par Laurent Milet , Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social, Professeur associé à l'Université de Paris-Sud – Faculté Jean Monnet	470
---	------------

Doctrines : Les nouvelles attributions du comité d'entreprise par Franck Petit , Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion	482
--	------------

MOYENS DE FONCTIONNEMENT - SUBVENTIONS

Subvention de fonctionnement – Calcul – Détermination de l'assiette (trois espèces) – Rémunération du personnel au sens du compte 641 du Plan comptable général (première et deuxième espèce) – Sommes portées sur la DADS (troisième espèce)	
Première espèce : Tribunal de grande instance de Paris (P. 1 – Ch. 4) 17 septembre 2013	83
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nîmes (1^{ère} ch. Civ.) 1^{er} juillet 2013	84
Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse (Ch. Civ.) 21 octobre 2013	85
Note Laurent Milet , Rédacteur en chef de la RPDS, Professeur associé à l'Université de Paris-Sud	86

Financement des activités – Prescription – Point de départ	
Tribunal de grande instance d'Annecy 18 septembre 2014	843
Note Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy ...	844

Base de calcul – Compte 641 du Plan comptable général – Sommes à inclure – Indemnités légales et conventionnelles de licenciement, de retraite et de préavis (oui) (deux espèces) – Personnel mis à disposition – Intégration étroite et permanente – Preuve du défaut reposant sur l'entreprise utilisatrice (deuxième espèce)	
--	--

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 mai 2014	845
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2014	847
Note Laurent Milet , Docteur en droit, Professeur associé à l'Université de Paris-XI	848

COMITÉS D'ENTREPRISE EUROPÉENS

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Recevabilité – Fonctionnement du comité d'entreprise – Irrégularité alléguée de la consultation (deux espèces) – Articulation des consultations entre comité européen, comité central et comité d'établissement (première espèce) – Information incomplète (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1)	
23 septembre 2013	123
Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1)	
23 septembre 2013	124
Note Dirk Baugard , Professeur à l'Université de Paris-8 Vincennes-Saint-Denis	125

REPRÉSENTATION SYNDICALE AU COMITÉ D'ENTREPRISE

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentant syndical au comité d'entreprise – Désignation – Condition – Existence d'élus	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013	436

COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

ATTRIBUTIONS

Doctrines : Les rapports de travail : du lien de subordination au lien d'assujettissement par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	12
CONTRAT DE TRAVAIL – Évaluation des salariés – Méthode – Entretien ne faisant qu'entériner une auto-évaluation et évaluation préalable par la ligne hiérarchique – Contrariété avec l'art. L.1222-2 C. tr. et les dispositions conventionnelles – Action en justice du syndicat et du CHSCT – Destruction des évaluations ordonnée	
Tribunal de grande Instance de Nanterre (2^{ème} ch.) 12 septembre 2013	19

SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation – CHSCT – Consultation – Contestation – 1° Syndicat – Recevabilité – 2° Obligation de sécurité de résultat – Défaut d'analyse des risques psychosociaux – Absence d'évaluation de l'impact sur les conditions de travail – Démarche participative insusceptible de se substituer à ladite évaluation – Incomplétude de l'information du CHSCT – Non-respect des engagements conventionnels – Suspension de la réorganisation	
Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 18 septembre 2013	118
Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris	121

Doctrines : Révéler les faits sur le terrain : le rôle des IRP par Pierre Bouaziz et Alexandra Soumeire , Avocats au Barreau de Paris	207
--	------------

Doctrines : Les nouvelles règles de fonctionnement du CHSCT par Alexandre Charbonneau , Maître de conférences, faculté de droit de Bordeaux, UMR CNRS n°5114 Comptrasec	451
---	------------

Doctrines : Les CHSCT dans la tourmente ? (à propos du Rapport Verkindt) par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	625
--	------------

DÉSIGNATION

CHSCT – Implantation – Périmètre – Entreprise	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 février 2014	406
Note Pierre Boutonnet et Jacques Déchoz , Inspecteurs du travail.....	406

EXPERTS

Organisation nouvelle du travail – Atteinte à la santé des travailleurs (RPS) – Absence de concertation – Défaut de prise en compte des expertises – Obligation de sécurité de résultat – Manquement – Suspension de la mise en œuvre du projet – Médiation	
Tribunal de grande instance de Draguignan 18 avril 2014	588
Note Dimitri Monforte , Élève avocat à l'HEDAC	590
Recours – Risques graves – Caractérisation (deux espèces) – Exposition à l'amiante (première espèce) – Installation sur un ancien site Seveso II (deuxième espèce)	
Première espèce : Tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse 18 février 2014	646
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 mai 2014	647
Note Fabrice Février , Avocat au Barreau de Paris	648

DROIT D'ALERTE

REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Dénonciation de faits de harcèlement – Institutions représentatives du personnel – Exercice du droit d'alerte – Entrave – Condamnation pénale – 1° CHSCT – 2° Délégués du personnel	
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correctionnelle) 21 janvier 2014	561
Note Élodie Tuillon-Hibon , Avocate au Barreau de Paris ..	562
CONTRAT DE TRAVAIL – Licenciement pour faute grave – Conditions de travail – Tension professionnelle extrême – Pressions diverses – Conditions dégradantes – Alerte du CHSCT – Défaut de prise en compte – Suicide du salarié – Manquement à l'obligation de sécurité de résultat – Rupture privée de cause réelle et sérieuse – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession	
Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 28 janvier 2014	658
Note Simon Daudet , DLAJ, UD CGT Haute-Vienne	661

CONGÉS PAYÉS

TEMPS DE TRAVAIL – Temps partiel – Congés payés – Droits acquis durant une période de travail à temps complet – Diminution du solde au prorata du temps partiel – Violation des droits de l'Union (oui)	
CJUE Ordonnance 13 juin 2013	434
Note Valérie Lacoste-Mary , Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, Comptresac UMR CNRS 5114 ..	435
CONGÉS PAYÉS – Indemnité – Calcul – Assiette – Composition (art. L. 3141-22 C. tr.) – Prime aléatoire – Exclusion – Prime versée à l'occasion du travail ayant pour objet de rémunérer des périodes de travail et de congés réunis	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 mai 2014	586

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel. Extraits de décisions sélectionnées et commentées par Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP (première partie)	615
RÉMUNÉRATION – Participation des salariés aux résultats de l'entreprise – champ d'application – Entreprises	

publiques – Définition – Défaut – Méconnaissance par le législateur de l'étendue de sa compétence – Censure	
Décision n° 2013-336 QPC du 1^{er} août 2013	615
Observations	616
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Fonctionnement – Communication syndicale par voie électronique dans l'entreprise	
Décision n° 2013-345 QPC du 27 septembre 2013	617
Observations	618

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel.

Extraits de décisions sélectionnées et commentées par Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP (deuxième partie)	
TEMPS DE TRAVAIL – Repos dominical – Dérogation préfectorale – Contestation – Recours juridictionnel – Caractère suspensif – Atteinte aux droits de la défense – Inconstitutionnalité	
Décision n° 2014-374 QPC du 4 avril 2014	681
Observations	682
PORTAGE SALARIAL – Organisation de l'ensemble contractuel – Loi confiant cette mission à la négociation collective – Détermination des principes fondamentaux en certaines matières – Responsabilité du législateur – Méconnaissance – Atteinte à la liberté d'entreprendre – Inconstitutionnalité	
Décision n° 2014-388 QPC du 11 avril 2014	683
Observations	684
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Régime – Principe d'égalité – Différence de traitement – Admission – Conditions – Conformité à la Constitution (oui) – 1° Exclusion du versement de l'indemnité de fin de contrat (deux espèces) – Contrat conclu durant les congés scolaires avec un jeune (première espèce) – Contrats saisonniers et d'usage (deuxième espèce) – 2° Cas de recours – Contrat d'usage (deuxième espèce)	
Première espèce : Décision n° 2014-401 QPC du 13 juin 2014	686
Deuxième espèce : Décision n° 2014-402 QPC du 13 juin 2014	686
Observations	688
Doctrine : Sur la constitutionnalité du non-versement à certains titulaires de CDD de l'indemnité de précarité par Romain Marié , Maître de conférences, Université de Lorraine	831

CONSEIL DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

Doctrine : Fables et légendes prud'homales par Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Patrick Henriot , Magistrat	171
Doctrine : Agir aux prud'hommes, hier et aujourd'hui par Evelyne Serverin , Directeur de recherches au CNRS ..	699
Doctrine : L'accès à la justice sociale – Restitution de l'atelier par Sylvie Guillou , Conseillère prud'homme	731
Doctrine : L'action en justice, action individuelle, action collective par Sophie Rozez , Maître de conférences en droit privé, Cejec, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense	733
Doctrine : La justice du travail, action individuelle et action collective – Restitution de l'atelier par Rachel Lokiec , juriste à CIDECOS	740
Doctrine : Un juge prud'homal actif par Sylvie Mess , Conseillère prud'homme, Avignon	768

Doctrines : **Contentieux individuels et contentieux collectifs : les deux versants du règlement des litiges sérieux par des chemins qui ne mènent pas au sommet** par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 772

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Doctrines : **Élections prud'homales : la démocratie coûte trop cher, à bas la démocratie !** par **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 322

Élections du président et du vice-président – Contestation – Conseillers salariés – Qualité à agir (oui) – Vote à main levée – Annulation (oui)
Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 18 mars 2014 612
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 613

Doctrines : **Renvoi pour cause de suspicion légitime en violation de la collégialité (à propos d'ordonnances de premiers présidents de Cour d'appel)** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 619
 SUSPICION LÉGITIME – Rejet de la requête – recours – Juridiction immédiatement supérieure (art. 359 CPC) – Détermination (deux espèces)
 Première espèce : **Cour d'appel de Colmar (Ord. Prés.) 19 mai 2014** 624
 Deuxième espèce : **Cour d'appel de Riom (Ord. Prés.) 3 juin 2014** 624

COMPÉTENCE

Compétence matérielle – Litiges nés à l'occasion du contrat de travail – Sécurité des salariés – Obligation de résultat – Protection des salariés contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amiante – Manquement – Demande en réparation – Déclaration de la maladie professionnelle – Bénéfice de l'ACAATA – Caractère indifférent – Préjudice spécifique d'anxiété – 1^{er} Indemnisation – Conditions – Période antérieure à la déclaration de la maladie – 2^{ème} Indemnisation – Étendue – Troubles psychologiques – Cas – Troubles liés au bouleversement des conditions d'existence – Droit à une indemnisation distincte (non) (deux espèces)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013** 53
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013** 55
 Note **Frédéric Guimard**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS). 57

PROCÉDURE

Doctrines : **Fables et légendes prud'homales** par **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme et **Patrick Henriot**, Magistrat 171

Doctrines : **Éviter le couperet de la prescription, après la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi** par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux 182

Doctrines : **Alléger le salarié du fardeau de la preuve** par **Hervé Gosselin**, ancien conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation 197

Doctrines : **Alléger le salarié du fardeau de la preuve** par **Paul Cao**, Avocat au Barreau d'Angers 205

Doctrines : **M. Sapin, la « communauté humaine » ne peut être à géométrie variable ! Libres propos** par

Daniel Boulmier, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 244

Doctrines : **Instruire le dossier pour établir les faits : le rôle du juge** par **Nathalie Bruché** et **Cédric Porin**, Avocats au Barreau de Marseille 247

Doctrines : **Quelques éléments sur la preuve utile et licite, vue du côté du salarié** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 263

Doctrines : **La preuve en droit du travail – Essai de synthèse** par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense 276

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative de licenciement – Contestation de la rupture – Saisine du juge judiciaire – Question préjudicielle (deux espèces)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 novembre 2012** 302
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013** 302
 Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau des Ardennes 302

Doctrines : **Pour une meilleure pratique de la règle de l'unicité de l'instance prud'homale (en attendant la juridiction sociale du XXI^e siècle)** par **Marianne Keller-Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne 515

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Domaine d'application – Inopposabilité – Instance engagée devant une juridiction étrangère
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 février 2012 541

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Conditions – Fondement postérieur à la saisine du Conseil de prud'hommes – Demande nouvelle dont la cause est connue avant la clôture des débats de l'instance d'appel déjà engagée – Décision de retrait du rôle – Caractère indifférent
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2014 543

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Discrimination syndicale – Action en réparation – Recevabilité (non) – Demande dont le fondement est connu avant la clôture des débats de la première instance
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014 544

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Opposabilité – Condition – Décision sur le fond
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2010 545

Jugement – Exécution sans réserve d'un jugement non exécutoire – Acquiescement implicite – Introduction préalable de l'appel – Caractère indifférent
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2014 606
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 606

EXÉCUTION PROVISOIRE DE DROIT – Suspension – Art. 524 al. 6 CPC – Conditions cumulatives non remplies – Action dilatoire – Dommages et intérêts
Cour d'appel d'Aix-en-Provence (Ord. Référé) 31 mars 2014 608
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 608

BUREAU DE CONCILIATION

Chroniques jurisprudentielles : **Procédure prud'homale** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine
 Faute grave – Charge de la preuve – Ordre de communication des pièces

Conseil de prud'hommes de Grenoble (Activités diverses – Conciliation – Départage) 5 juillet 2013	229
Note	230
Pouvoirs juridictionnels – Demande d'une partie – Paiement de salaires – Omission de statuer du bureau de conciliation – Appel nullité – Recevabilité (oui) – Déni de justice	
INAPTITUDE – Défaut de reclassement – Absence de licenciement – Reprise du paiement du salaire au-delà d'un mois – Obligation	
Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 19 décembre 2013	231
Note	233
Pouvoirs juridictionnels – Demande d'une partie – Communication du registre du personnel – Omission de statuer du bureau de conciliation – Appel nullité – Recevabilité (oui) – Déni de justice – Production sous astreinte	
Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 19 décembre 2013	233
Note	235
Mise en état – Éléments détenus par l'employeur – Mesure d'instruction – Conseillers rapporteurs	
Conseil de prud'hommes de Nantes (Commerce – Bureau de conciliation) 29 novembre 2013	236
Note	237
Procès-verbal de conciliation – Office du juge – Information des parties sur leurs droits respectifs – Défaut – Nullité du procès-verbal	
Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 13 novembre 2013	238
Note	239
Pouvoirs juridictionnels – Rupture conventionnelle – 1° Transaction préalable – Nullité – 2° Clause de non-concurrence – Renonciation hors délai – Provisions sur contrepartie pécuniaire (oui)	
Conseil de prud'hommes de Longjumeau (Bureau de conciliation – Encadrement) 2 décembre 2013	240
Note	242
TRAVAIL ILLÉGAL – Travailleurs étrangers – Absence de titre de séjour régulier – Rupture du contrat – Indemnité (trois espèces) – Faux papiers – Fraude du salarié – Fraude privative des indemnités de rupture (troisième espèce)	
Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce – Conciliation) 31 octobre 1989	429
Note Claude Lévy , Défenseur syndical, Syndicat CGT des Hôtels de prestige et économiques	431
Pouvoirs juridictionnels – Mesures d'instruction (R. 1454-13, 3°) – Communication de pièces – Règlement intérieur et procédures internes – Excès de pouvoir (non) – Appel nullité (non)	
Cour d'appel de Riom (4^{ème} ch. civ.) 11 mars 2014	610
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine	611
Doctrines : Vers la disparition de la conciliation prud'homale ? À propos de l'extension des cas d'exemption par Daniel Boulmier , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine	811
RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL	
SANTÉ AU TRAVAIL – Accident de travail – Risques psychosociaux – Licenciement pour inaptitude – Comportement fautif de l'employeur – Altération de la santé en violation de normes internationales – Nullité de la rupture – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
Conseil de prud'hommes de Nantes (Référé) 7 janvier 2014	365
Note Claudy Ménard , Formateur syndical	367
TRAVAIL ILLÉGAL – Travailleurs étrangers – Absence de titre de séjour régulier – Rupture du contrat – Indemnité	
(trois espèces) – Provision – Indemnité forfaitaire de l'art. L.8252-2 – Procédures d'urgence (première et deuxième espèces) – Référé – Trouble manifestement illicite (première espèce)	
Conseil de prud'hommes de Paris (Référé) 4 novembre 2013	429
Note Claude Lévy , Défenseur syndical, Syndicat CGT des Hôtels de prestige et économiques	431
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Revendication portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 février 2014	657
Note	658
LICENCIEMENT – Dénonciation de maltraitance – Travailleur social – Nullité de la mesure prise à titre de rétorsion – Référé – Continuation du contrat de travail	
Conseil de prud'hommes d'Amiens (Référé) 9 avril 2014	678
Note	680
JUGEMENT	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Condamnation à l'art. 700 CPC – Justification	
Cour d'appel de Versailles (19^{ème} ch.) 15 mai 2014	650
Note Philippe Lejard , Avocat au Barreau de Pontoise	651
CONTRATS AIDÉS	
Doctrines : Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ? (à propos de l'arrêt AMS , CJUE 15 janvier 2014) par Isabelle Meyrat , Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP	546
CONTRAT DE TRAVAIL – Contrat aidé – Obligation de formation – Respect	
Cour d'appel de Marseille (19^{ème} ch.) 15 mai 2014	650
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Représentation des travailleurs – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire (non) – Litige entre particuliers – Mise à l'écart des dispositions nationales contraaires (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2014	677
Note	677
CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers – Détachements)	
DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL	
Contrat de travail – 1° Qualification concurrente – Quasi-contrat de jeu – Exclusion – Prestation de candidats servant à fabriquer un programme audiovisuel à valeur économique – 2° Relation de travail – Caractérisation – Qualification des parties – Caractère indifférent – Conditions de fait	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 juin 2013	99
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	100
Co-emploi – Rapport entre société-mère et filiale – Immixtion – Caractérisation – Communication externe – Co-signature des accords collectifs – Intervention constante dans les décisions de gestion	
Conseil de prud'hommes de Compiègne (Industrie – Départage) 30 août 2013	102
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	115

Employeur – Qualité – Licenciement collectif au sein d'un groupe de sociétés – Société-mère – Reconnaissance – Conditions – Confusion d'intérêts, d'activité et de direction
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 653
 Note **Myriam Castel**, Doctorante, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse-1 Capitole 654

EXÉCUTION DU CONTRAT

Doctrines : **Les rapports de travail : du lien de subordination au lien d'assujettissement** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie 12
 CONTRAT DE TRAVAIL – Évaluation des salariés – Méthode – Entretien ne faisant qu'entériner une auto-évaluation et évaluation préalable par la ligne hiérarchique – Contrariété avec l'art. L. 1222-2 C. tr. et les dispositions conventionnelles – Action en justice du syndicat et du CHSCT – Destruction des évaluations ordonnée
Tribunal de grande Instance de Nanterre (2^{ème} ch.) 12 septembre 2013 19

Doctrines : **Épilogue incertain de l'affaire Baby-Loup : l'obligation de neutralité dans une entreprise investie d'une mission d'intérêt général** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 73
 CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Port d'un signe religieux – Voile islamique – Employeur investi d'une mission d'intérêt général – Exigence de neutralité du personnel – Clause de règlement intérieur – Licéité (oui) – Non-respect – Licenciement pour faute grave (oui)
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 27 novembre 2013 .. 79

Liberté d'expression – Distribution d'une pétition à des clients de l'entreprise – Abus (non) – Licenciement – Absence de cause réelle et sérieuse
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013 359
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 360

Tâches – Modification des attributions – Signature d'un accord imposée par l'employeur – Demande du salarié de renégocier ces conditions – Licenciement pour faute grave – Brutalité de la rupture – Défaut de cause réelle et sérieuse
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 5) 20 février 2014 552
 Note **Florent Hennequin**, Avocat au Barreau de Paris 553

Doctrines : **L'exception d'inexécution entre les mains du salarié** par **Nicolas Collet-Thiry**, Avocat au Barreau de Paris, Docteur en droit 565

Revendication portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite – Réintégration
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 février 2014 657
 Note 658

CLAUSES SPÉCIALES

Doctrines : **Le travail à temps partiel : entre sécurité et flexibilité** par **Alexia Gardin**, Professeur à l'Université de Lorraine, CERIT-IFG 64

Doctrines : **Le contrôle par le juge des clauses contractuelles relatives à la durée et aux horaires de travail** par **Anja Johansson**, Enseignant-chercheur, Institut du Travail, Université de Strasbourg 634

MODIFICATIONS DU CONTRAT DE TRAVAIL

Tâches – Modification des attributions – Signature d'un accord imposée par l'employeur – Demande du salarié

de renégocier ces conditions – Licenciement pour faute grave – Brutalité de la rupture – Défaut de cause réelle et sérieuse

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 5) 20 février 2014 552
 Note **Florent Hennequin**, Avocat au Barreau de Paris 553

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Résiliation judiciaire – Manquements reprochés à l'employeur – Modification unilatérale du contrat de travail – Incidence (non) – Rejet de la demande judiciaire (deux espèces) – Créance de salaire représentant une faible partie de la rémunération (première espèce) – Absence d'influence défavorable sur la rémunération – Situation s'étant poursuivie dans le temps (deuxième espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2014** 866
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2014** 867
 Note **Jérôme Ferraro**, Avocat au Barreau de Marseille 868

CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE

CAS DE RECOURS

Contrat saisonnier – Caractérisation – Répétition cyclique liée au rythme des saisons ou des modes de vie collectifs – Accroissement d'activité estival – Emploi saisonnier (oui) – Activité normale et habituelle de l'entreprise durant l'année – Caractère indifférent
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 septembre 2013 91
 Note **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine 91

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Cas de recours autorisé – Emploi pour lequel il est d'usage constant de ne pas recourir à un contrat à durée indéterminée – Constance de l'usage – Stipulation par une convention ou un accord collectif – Portée – Office du juge
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2013 166

REQUALIFICATION

Remplacement de salariés absents – Présence quasi sans discontinuité durant 5 ans – Besoin structurel de main-d'œuvre – Requalification
Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} ch. soc.) 14 mai 2013 94
 Note **Jean Leborgne**, Élève-Avocat 98

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification judiciaire – Survenance du terme initial – Incidence (non) – Droit au procès équitable (art. 6-1 CEDH) – Exécution de la décision – Nullité de la rupture
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013 170

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT - INDEMNITÉS

Différence de traitement – Admission – Conditions – Conformité à la Constitution (oui) – 1^o Exclusion du versement de l'indemnité de fin de contrat (deux espèces) – Contrat conclu durant les congés scolaires avec un jeune (première espèce) – Contrats saisonniers et d'usage (deuxième espèce) – 2^o Cas de recours – Contrat d'usage (deuxième espèce)
 Première espèce : **Décision n°2014-401 QPC du 13 juin 2014** 686
 Première espèce : **Décision n°2014-402 QPC du 13 juin 2014** 686

Doctrines : **Sur la constitutionnalité du non-versement à certains titulaires de CDD de l'indemnité de précarité** par **Romain Marié**, Maître de conférences, Université de Lorraine 831

Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 688

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

Doctrine : **Lutter contre les accords de mobilité et de maintien de l'emploi en période de crise** par **Anne Braun**, Conseillère confédérale, Docteur en droit 340

Doctrine : **Plan de sauvegarde de l'emploi : le droit public s'invite à la table des négociations** par **Marie-Cécile Sarrazin**, Avocate au Barreau de Paris, Spécialiste en droit public et **Alexandra Denis**, Avocate au Barreau de Paris 347 et 404

Doctrine : **Étude juridique empirique de l'influence de la loi du 20 août 2008 – à propos de quelques accords collectifs de droit syndical** par **Josépha Durringer**, Docteur en droit, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IRERP 459

Doctrine : **La loi de 2008 dans les pratiques des acteurs : une enquête sociologique** par **Adelheid Hege**, Chercheuse à l'IRES 465

Accord d'entreprise – Accord intercatégoriel – Signataires – Syndicat catégoriel – Condition – Principe de spécialité – Co-signature d'un syndicat intercatégoriel
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 592
Note **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine 593

PORTAGE SALARIAL – Organisation de l'ensemble contractuel – Loi confiant cette mission à la négociation collective – Détermination des principes fondamentaux en certaines matières – Responsabilité du législateur – Méconnaissance – Atteinte à la liberté d'entreprendre – Inconstitutionnalité
Décision n° 2014-388 QPC du 11 avril 2014 683
Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 684

DÉNONCIATION

Égalité de traitement – Respect – Prévoyance – Prise en charge patronale de la totalité de la cotisation – Avantage excluant les non-cadres – Justifications – Particularités des régimes de prévoyance – Objectif de solidarité – Égalité de traitement limitée à une même catégorie professionnelle
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013 149
Note **Laure Camaji**, Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux 155

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

ATTRIBUTIONS

Doctrine : **Révéler les faits sur le terrain : le rôle des IRP** par **Pierre Bouaziz** et **Alexandra Soumeire**, Avocats au Barreau de Paris 207

Doctrine : **Quelle contribution peut-on exiger de l'inspection du travail concernant le droit de la preuve ?** par **Gérald Le Corre**, Inspecteur du travail 218
SANTÉ AU TRAVAIL – Présence de fibres d'amiante -

Inspection du travail – Interruption du chantier – Référé civil
Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 novembre 2013** 227
INSPECTION DU TRAVAIL – Lettre d'observation adressée à une entreprise – Assimilation à une mise en demeure – Demande d'un salarié d'en obtenir copie – Loi sur la transparence administrative – Caractère communicable (non) – Communication des seuls courriers ne faisant aucune mention d'un manquement de la part de l'employeur (sic !)
Deuxième espèce : **Commission d'accès aux documents administratifs 4 juillet 2013** 228

HEURES DE DÉLÉGATION

Doctrine : **Le régime des heures de délégation durant un arrêt-maladie**. Rapport sous Cass. Ch. mixte 23 mars 2014, *ISS Propreté* par **Gilles Straehli**, Conseiller à la Cour de cassation 393
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Heures de délégation – Recours – Arrêt-maladie – Condition – Autorisation du médecin traitant – Caractère préalable
Cour de cassation (Ch. mixte) 21 mars 2014 402
Note **Bernard Augier**, Membre du Conseil supérieur de la Prud'homie 402

ENTRAVES

REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Dénonciation de faits de harcèlement – Institutions représentatives du personnel – Exercice du droit d'alerte – Entrave – Condamnation pénale – 1° CHSCT – 2° Délégués du personnel
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correctionnelle) 21 janvier 2014 561
Note **Élodie Tuailon-Hibon**, Avocate au Barreau de Paris 562

DISCRIMINATIONS (voir aussi Égalité professionnelle)

Document : **Pour une nouvelle efficacité des actions collectives en droit du travail** Note **DLAJ-CGT** 36

SÉCURITÉ SOCIALE – Opéra national de Paris – Régime de retraite – Ouverture du droit à pension – Catégories de personnel – Différence de traitement entre sexes – Discrimination indirecte
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2013 51
Note **Florent Drappier**, Élève avocat 51

Doctrine : **Alléger le salarié du fardeau de la preuve** par **Hervé Gosselin**, ancien conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation 197

DISCRIMINATION – Allégations – Rapport établi par l'inspection du travail – Absence de PV d'infraction – Incidence (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014 289
Note **Thomas Kapp**, Directeur du travail 290

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Maladie – Absences répétées désorganisant la production – Preuve rapportée par l'employeur (non) – Volonté d'évincer des salariés malades – Discrimination liée à l'état de santé (L. 1132-1) – Nullité de la rupture – Réintégration
Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Industrie) 18 février 2014 295
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 301

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination et harcèlement – Candidature aux élections professionnelles – Mesures patronales de rétorsion – Retrait de fonctions – Refus d'accorder des formations et des congés payés – Tentative de sanction disciplinaire – Mesures vexatoires	
Cour d'appel de Caen (Ch. correctionnelle) 5 juillet 2013	304
Note Ghislain Dadi , Avocat au Barreau de Paris	309

Doctrines : Les luttes de classe en France ... et le port du voile islamique par Emmanuel Gayat , Avocat au Barreau de Paris	327
--	------------

DISCRIMINATION – Activités syndicales – Évolutions de carrière	
Cour d'appel de Versailles (5^{ème} ch.) 20 février 2014	663
Note Annie de Saint-Rat , Avocat au Barreau de Paris	666

Doctrines : La discrimination voilée (Ass. plén. 25 juin 2014, Baby-Loup) par Cyril Wolmark , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense	835
DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX – Liberté religieuse – Port du foulard islamique – Règlement intérieur – Restriction – Proportionnalité et justification – Activité de crèche	
Cour de cassation (Ass. Plén.) 25 juin 2014	839

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir également Protection des représentants du personnel)

Chroniques jurisprudentielles : Droit administratif du travail (première partie) – Décisions sélectionnées et commentées par Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	
LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Document unilatéral – Homologation – Référé-suspension	
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, Référé 7 février 2014	311
Observations	321
LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Document unilatéral – Homologation - Annulation	
Tribunal administratif de Montreuil 20 décembre 2013 ...	315
Observations	318
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Inaptitude – Harcèlement moral	
Conseil d'État 20 novembre 2013	319
Observations	320

Doctrines : Plan de sauvegarde de l'emploi : le droit public s'invite à la table des négociations par Marie-Cécile Sarrazin , Avocate au Barreau de Paris, Spécialiste en droit public et Alexandra Denis , Avocate au Barreau de Paris	347 et 404
--	-------------------

Chroniques jurisprudentielles : Droit administratif du travail (deuxième partie) – Décisions sélectionnées et commentées par Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Motif économique – Obligation de reclassement	
Conseil d'État 3 juillet 2013, n° 342.477 Tables Lebon ..	375
Observations	376
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – 1° Recours hiérarchique – Principe du contradictoire – 2° Motif disciplinaire – Rétrogradation - Refus	
Conseil d'État 3 juillet 2013, n° 348.099 Tables Lebon ..	376
Observations	378
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Transfert partiel – Autorisation préalable (trois espèces) – Champ d'application – Candidat aux élections (oui)	

(première espèce) – Auteur de la démarche de transfert – Détermination – Cession ayant reçu exécution – Caractère indifférent (deuxième espèce) – Objet du contrôle – Salarié ne relevant que partiellement de l'activité transférée – Incidence (troisième espèce)	
Première espèce : Conseil d'État 22 mai 2013	379
Deuxième espèce : Conseil d'État 24 juin 2013	380
Troisième espèce : Conseil d'État 1^{er} août 2013	381
Observations	381
DROIT SYNDICAL – Fonction publique – Circulaire – Réunions d'information syndicale – Dossier du fonctionnaire	
Conseil d'État 27 novembre 2013	383
Observations	384

Doctrines : L'accès à la justice sociale : l'exemple de l'aide sociale par Claire Magord , Doctorante au CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Étienne	725
--	------------

Doctrines : Le juge administratif et le social par André Schilte , Conseiller d'État	743
--	------------

Doctrines : Lebon, l'abrupt et le requérant... par Philippe Péchoux , Responsable du secteur DLAJ de la CGT Educ'action	746
---	------------

Doctrines : L'accès à la justice sociale et l'effectivité des droits fondamentaux : quelle justice sociale pour le 21^{ème} siècle ? par Diane Roman , Professeure de droit public, Université François Rabelais, Tours, Membre de l'Institut universitaire de France	749
---	------------

Doctrines : Le rapprochement entre juge judiciaire et juge administratif en matière sociale par Jean-François Akandji-Kombé , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne ...	756
--	------------

DROIT COMPARÉ

Doctrines : Les pouvoirs du juge social en Espagne : variations, innovations et résistance par Adoracion Guaman Hernandez , Universidad de Valencia	719
---	------------

Doctrines : La justice sociale dans des pays européens voisins – Restitution de l'atelier par Véronique Hosson , Conseillère prud'homme	723
---	------------

DROIT DISCIPLINAIRE

Doctrines : Épilogue incertain de l'affaire Baby-Loup : l'obligation de neutralité dans une entreprise investie d'une mission d'intérêt général par Isabelle Meyrat , Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP	73
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Port d'un signe religieux – Voile islamique – Employeur investi d'une mission d'intérêt général – Exigence de neutralité du personnel – Clause du règlement intérieur – Licéité (oui) – Non-respect – Licenciement pour faute grave (oui)	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 27 novembre 2013	79

Doctrines : Égalité des armes et pouvoir de licencier par Alain Chirez , Professeur émérite de l'Université de la Polynésie française et Frédéric Chirez , Doctorant et chargé d'enseignement à l'École de droit de la Sorbonne ..	158
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Sanction disciplinaire – Limites – Litige en cours entre l'employeur et le salarié sur l'exécution d'un jugement – Licenciement dans le but d'imposer au salarié la solution de l'employeur – Violation de l'article 6 § 1 CEDH – Principe d'égalité des armes – Nullité – Violation d'une liberté fondamentale	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2013	166

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Liberté de témoigner – Contenu d’une attestation délivrée par un salarié au bénéficiaire d’un autre et destinée à être produite en justice – Licenciement disciplinaire – Violation par l’employeur d’une liberté fondamentale – Articles 6 et 10 CEDH – Nullité de la rupture – Réintégration Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2013	169	Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014	289
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification judiciaire – Survenance du terme initial – Incidence (non) – Droit au procès équitable (art. 6-1 CEDH) – Exécution de la décision – Nullité de la rupture Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013	170	Note Thomas Kapp , Directeur du travail	290
SANCTION – Prononcé – Pluralité des faits fautifs – Choix du fait sanctionné – Portée Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013	294	SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination et harcèlement – Candidature aux élections professionnelles – Mesures patronales de rétorsion – Retrait de fonctions – Refus d’accorder des formations et des congés payés – Tentative de sanction disciplinaire – Mesures vexatoires Cour d’appel de Caen (Ch. correctionnelle) 5 juillet 2013	304
Note Arnaud Mazières , Juriste d’entreprise	294	Note Ghislain Dadi , Avocat au Barreau de Paris	309
Doctrines : Les luttes de classe en France ... et le port du voile islamique par Emmanuel Gayat , Avocat au Barreau de Paris	327	Doctrines : Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts Easy Jet et Vueling par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	385
Doctrines : Mise à pied injustifiée et entrave aux fonctions syndicales et représentatives par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	510	TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l’employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d’accueil – Immatriculation de l’établissement – Défaut – Entrave (première espèce) Première espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014	390
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Mandat – Exercice – Mise à pied – Caractère injustifié – Incidence – Obstacle à l’exercice du mandat (non) – Entrave (non) Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 avril 2014	513	Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014	391
CONTRAT DE TRAVAIL – Licenciement pour faute grave – Conditions de travail – Tension professionnelle extrême – Pressions diverses – Conditions dégradantes – Alerte du CHSCT – Défaut de prise en compte – Suicide du salarié – Manquement à l’obligation de sécurité de résultat – Rupture privée de cause réelle et sérieuse – Atteinte à l’intérêt collectif de la profession Cour d’appel de Versailles (6^{ème} ch.) 28 janvier 2014	658	Document : Loi sur les nouveaux pouvoirs de l’inspection du travail : l’analyse du SNTFFP CGT	509
Note Simon Daudet , DLAJ, UD CGT Haute-Vienne	661	Doctrines : Mise à pied injustifiée et entrave aux fonctions syndicales et représentatives par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	510
Doctrines : La discrimination voilée (Ass. plén. 25 juin 2014, Baby-Loup) par Cyril Wolmark , Professeur à l’Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense	835	REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Mandat – Exercice – Mise à pied – Caractère injustifié – Incidence – Obstacle à l’exercice du mandat (non) – Entrave (non) Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 avril 2014	513
DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX – Liberté religieuse – Port du foulard islamique – Règlement intérieur – Restriction – Proportionnalité et justification – Activité de crèche Cour de cassation (Ass. Plén.) 25 juin 2014	839	REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Dénonciation de faits de harcèlement – Institutions représentatives du personnel – Exercice du droit d’alerte – Entrave – Condamnation pénale – 1 ^o CHSCT – 2 ^o Délégués du personnel Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correctionnelle) 21 janvier 2014	561
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – 1 ^o Droit disciplinaire – Mise à pied – Durée maximale non inscrite au règlement intérieur – Sanction – Annulation – 2 ^o Lutte contre l’alcoolisme – Conditions – Respect des droits des personnes et des libertés – Recevabilité de l’intervention syndicale Cour d’appel de Chambéry (Ch. Soc.) 3 juin 2014	857	Note Élodie Tuailon-Hibon , Avocate au Barreau de Paris .	562
Note Claudy Ménard , Formateur syndical	859	Doctrines : La fourniture illicite de main-d’œuvre à la croisée des chemins par Olivier Fardoux , Maître de conférences des Facultés de droit, Codirecteur de l’Institut de criminologie de Lille	815
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Convocation – Mention de l’objet – Portée – Connaissance des faits reprochés – Convention n ^o 158 OIT (art. 7) – Atteinte aux droits de la défense Cour d’appel de Paris (P. 6 – Ch. 6) 7 mai 2014	862	Doctrines : La loi du 10 juillet 2014 destinée à lutter contre le dumping social : une loi timide et une occasion manquée par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	823
Note Mireille Poirier , Maître de conférences à l’Université de Bordeaux	863		

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

DISCRIMINATION – Allégations – Rapport établi par l’inspection du travail – Absence de PV d’infraction – Incidence (non)

DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

Doctrines : Les rapports de travail : du lien de subordination au lien d’assujettissement par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	12
CONTRAT DE TRAVAIL – Évaluation des salariés – Méthode – Entretien ne faisant qu’entériner une auto-évaluation et évaluation préalable par la ligne hiérarchique – Contrariété avec l’art. L. 1222-2 C. tr. et les dispositions conventionnelles – Action en justice du syndicat et du CHSCT – Destruction des évaluations ordonnée Tribunal de grande Instance de Nanterre (2^{ème} ch.) 12 septembre 2013	19

Doctrines : **M. Sapin**, la « *communauté humaine* » ne peut être à géométrie variable ! **Libres propos** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine 244

Doctrines : **Élections prud'homales : la démocratie coûte trop cher, à bas la démocratie !** par **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 322

PORTAGE SALARIAL – Organisation de l'ensemble contractuel – Loi confiant cette mission à la négociation collective – Détermination des principes fondamentaux en certaines matières – Responsabilité du législateur – Méconnaissance – Atteinte à la liberté d'entreprendre – Inconstitutionnalité
Décision n° 2014-388 QPC du 11 avril 2014 683
 Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 684

Doctrines : **Ordre juridictionnel social et justice sociale** par **Yves Saint-Jours**, ancien professeur émérite de l'Université de Perpignan 693

Doctrines : **L'accès à la justice sociale et l'effectivité des droits fondamentaux : quelle justice sociale pour le 21^{ème} siècle ?** par **Diane Roman**, Professeure de droit public, Université François Rabelais, Tours, Membre de l'Institut universitaire de France 749

Doctrines : **Les logiques de responsabilisation au cœur des évolutions récentes du droit social français** – Rapport présenté au colloque européen de la Société internationale de droit du travail et de la Sécurité sociale (Dublin, septembre 2014) par **Gwenola Bargain**, Maîtresse de conférences à l'Université François-Rabelais de Tours, **Pierre-Emmanuel Berthier**, Maître de conférences à l'Institut d'études du Travail de Lyon et **Tatiana Sachs**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 784

DRIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

TRIBUNAUX – Compétence judiciaire – Application du droit de l'Union européenne – Conformité d'un acte administratif – Appréciation – Question préjudicielle au juge administratif (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2013 51
 Note **Florent Drappier**, Élève Avocat 51

SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Assurance maladie – Participation forfaitaire des assurés au coût d'un acte – Qualification – Affectation de ce prélèvement au financement d'un régime (non) – Travailleur transfrontalier – Application du règlement européen 1480/71 (non)
Cour de cassation (Civ. 2^{ème} ch.) 10 octobre 2013 148
 Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 149

Doctrines : **Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts Easy Jet et Vueling** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 385

TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l'employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d'accueil – Immatriculation de l'établissement – Défaut – Entrave (première espèce)

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 390
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 391

Chroniques jurisprudentielles : **Droit social international et européen** par **Valérie Lacoste-Mary** et **Jérôme Porta**, Enseignants-chercheurs à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5144 432

CONTRAT DE TRAVAIL – Loi applicable – Détermination – Règlement communautaire n°593/2008 – Accomplissement du travail dans un pays donné – Mise à l'écart de la loi – Condition – Contrat présentant des liens étroits avec un autre pays

CJUE 12 septembre 2013 432
 Note **Valérie Lacoste-Mary** 432

TEMPS DE TRAVAIL – Temps partiel – Congés payés – Droits acquis durant une période de travail à temps complet – Diminution du solde au prorata du temps partiel – Violation du droit de l'Union (oui)

CJUE Ordonnance 13 juin 2013 434
 Note **Valérie Lacoste-Mary** 435

TRIBUNAUX – Normes supranationales – Conventiennalité – Appréciation – Office du juge – Portée

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentant syndical au comité d'entreprise – Désignation – Condition – Existence d'élus

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013 436
 Note **Jérôme Porta** 436

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à propos de l'arrêt *AMS*, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Représentation des travailleurs – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire (non) – Litige entre particuliers – Mise à l'écart des dispositions nationales contraies (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2014 677
 Note 677

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Convocation – Mention de l'objet – Portée – Connaissance des faits reprochés – Convention n° 158 OIT (art. 7) – Atteinte aux droits de la défense

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 6) 7 mai 2014 862
 Note **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux 863

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discriminations)

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Égalité de traitement – Respect – Prévoyance – Prise en charge patronale de la totalité de la cotisation – Avantage excluant les non-cadres – Justifications – Particularités des régimes de prévoyance – Objectif de solidarité – Égalité de traitement limitée à une même catégorie professionnelle

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013 149
 Note **Laure Camaji**, Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux 155

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Impact sur deux établissements différents – Distinction de projets concomitants de restructuration – Dédoublage de la procédure d'information-consultation et de l'établissement d'un PSE – Atteinte à

l'égalité de traitement – Unicité de pouvoir de décision – Licéité (non)
 Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 1) 13 janvier 2014 408
 Note **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université Paris XIII-Villetaneuse 410

Doctrines : **Représentativité syndicale et égalité de traitement** par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux 501

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Régime – Principe d'égalité – Différence de traitement – Admission – Conditions – Conformité à la constitution (oui) – 1° Exclusion du versement de l'indemnité de fin de contrat (deux espèces) – Contrat conclu durant les congés scolaires avec un jeune (première espèce) – Contrats saisonniers et d'usage (deuxième espèce) – 2° Cas de recours – Contrat d'usage (deuxième espèce).
 Première espèce : **Décision n°2014-401 QPC du 13 juin 2014** 686
 Deuxième espèce : **Décision n°2014-402 QPC du 13 juin 2014** 686
 Observations **Pierre-Yves Gadhoum**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 688

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Doctrines : **L'application sélective du Code électoral dans l'entreprise** (Vade-mecum du salarié électeur) par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion 22

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Respect des principes généraux du droit électoral – Défaut – Annulation (deux espèces) – Mention sur le PV de dépouillement des heures d'ouverture et de clôture du scrutin (première espèce) – Composition du bureau de vote – Prérrogative relevant du protocole préélectoral – À défaut, conditions d'âges (deuxième espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 octobre 2013** 34
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 octobre 2013** 35

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination et harcèlement – Candidature aux élections professionnelles – Mesures patronales de rétorsion – Retrait de fonctions – Refus d'accorder des formations et des congés payés – Tentative de sanction disciplinaire – Mesures vexatoires
Cour d'appel de Caen (Ch. correctionnelle) 5 juillet 2013 304
 Note **Ghislain Dadi**, Avocat au Barreau de Paris 309

Doctrines : **Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts Easy Jet et Vueling** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 385
 TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l'employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d'accueil – Immatriculation de l'établissement – Défaut – Entrave (première espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 390
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014** 391

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à

propos de l'arrêt *AMS*, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546
 Document : **Charte sur la sous-traitance du nettoyage Louvre Hôtels Group** 642

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Représentation des travailleurs – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire (non) – Litige entre particuliers – Mise à l'écart des dispositions nationales contraaires (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2014 677
 Note 677

EMPLOI (voir aussi Licenciement pour motif économique)

Doctrines : **Lutter contre les accords de mobilité et de maintien de l'emploi en période de crise** par **Anne Braun**, Conseillère confédérale, Docteur en droit 340

Doctrines : **Quel accès à la justice pour les usagers du service public de l'emploi ?** par **Laure Camaji**, Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux 713

Doctrines : **Les logiques de responsabilisation au cœur des évolutions récentes du droit social français** – Rapport présenté au colloque européen de la Société internationale de droit du travail et de la Sécurité sociale (Dublin, septembre 2014) par **Gwenola Bargain**, Maîtresse de conférences à l'Université François-Rabelais de Tours, **Pierre-Emmanuel Berthier**, Maître de conférences à l'Institut d'études du Travail de Lyon et **Tatiana Sachs**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 784

EMPLOYEUR – ENTREPRISE – GROUPE

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Cause économique – 1° Sauvegarde de la compétitivité et difficultés économiques – Appréciation – Croissance soutenue et ininterrompue – Bénéfice corrigé des provisions sur restructurations – Ralentissement des ventes n'obérant pas une situation économique saine – Surcapacité de production non démontrée – 2° Obligation de reclassement – Reclassement au sein du groupe – Offres ne présentant pas un caractère ferme – Envoi de lettres circulaires imprécises – Caractère tardif – 3° Accord de maintien de l'emploi – Non-respect
 CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Rapport entre société-mère et filiale – Immixtion – Caractérisation – Communication externe – Co-signature des accords collectifs – Intervention constante dans les décisions de gestion
Conseil de prud'hommes de Compiègne (Industrie – Départage) 30 août 2013 102
 Note **Nathalie Bizot**, Avocate au Barreau de Castres 115

Doctrines : **M. Sapin, la « communauté humaine » ne peut être à géométrie variable ! Libres propos** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 244

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Impact sur deux établissements différents – Distinction de projets concomitants de restructuration – Dédoublage de la procédure d'information-consultation et de l'établissement d'un PSE – Atteinte à l'égalité de traitement – Unicité de pouvoir de décision – Licéité (non)
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1) 13 janvier 2014 408

Note **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université Paris XIII-Villetaneuse 410

Doctrines : **Reclassement du salarié licencié pour motif économique et franchise commerciale** par **Franck Héas**, Maître de conférences à l'Université de Nantes 574

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Appartenance de l'employeur à un réseau de franchise – Incidence sur la permutableté du personnel (deux espèces) – Clauses contractuelles de la franchise – Indépendance d'exercice – Portée (première espèce) – Office du juge – Appréciation de l'existence d'intérêts communs (deuxième espèce)
Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014** 578
Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 février 2014** 579

CONTRAT DE TRAVAIL – Employeur – Qualité – Licenciement collectif au sein d'un groupe de sociétés – Société-mère – Reconnaissance – Conditions – Confusion d'intérêts, d'activité et de direction
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 653
Note **Myriam Castel**, Doctorante, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse-1 Capitole 654

ENTREPRISES PUBLIQUES

RÉMUNÉRATION – Participation des salariés aux résultats de l'entreprise – Champ d'application – Entreprises publiques – Définition – Défaut – Méconnaissance par le législateur de l'étendue de sa compétence – Censure
Décision n° 2013-336 QPC du 1^{er} août 2013 615
Observations **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 616

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

DROIT SYNDICAL – Fonction publique – Circulaire – Réunions d'information syndicale – Dossier du fonctionnaire
Conseil d'État 27 novembre 2013 n° 359.801 Tables Lebon 383
Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 384

FORMATION PROFESSIONNELLE

CONTRAT DE TRAVAIL – Contrat aidé – Obligation de formation – respect
Cour d'appel de Versailles (19^{ème} ch.) 15 mai 2014 650
Note **Philippe Lejard**, Avocat au Barreau de Pontoise 651

Doctrines : **Les logiques de responsabilisation au cœur des évolutions récentes du droit social français** – Rapport présenté au colloque européen de la Société internationale de droit du travail et de la Sécurité sociale (Dublin, septembre 2014) par **Gwenola Bargain**, Maîtresse de conférences à l'Université François-Rabelais de Tours, **Pierre-Emmanuel Berthier**, Maître de conférences à l'Institut d'études du Travail de Lyon et **Tatiana Sachs**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 784

GRÈVE

GRÈVE – Exercice – Fermeture consécutive de l'entreprise par l'employeur – Maintien du salaire aux non-grévistes – Entrave à l'exercice du droit de grève – Licéité (non) – Conséquences – Préjudice – Droit à indemnisation des salariés grévistes
Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2013 554

Note **Dominique Holle**, DLAJ, UD CGT du Puy-de-Dôme ... 555

Doctrines : **L'exception d'inexécution entre les mains du salarié** par **Nicolas Collet-Thiry**, Avocat au Barreau de Paris, Docteur en droit 565

GRÈVE – Service public – Champ d'application (L. 2512-1 s. C. tr.) – Entreprise privée attributaire d'un service public par voie de marché public (oui) – Modalités de dévolution du service public ou de l'éventuelle rémunération du gestionnaire du service – Caractère indifférent
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Faute – Grève dans les services publics – Absence de préavis – Salarié préalablement informé – Maintien de sa participation au mouvement collectif
Conseil d'État (4^{ème} et 5^{ème} ssr) 4 décembre 2013 668
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 669

Annexes :

SERVICE PUBLIC – Mission de service public – Exécution par une personne privée (deux espèces) – Caractérisation – Conditions – Mission d'intérêt général – Appréciation du rôle de l'administration dans les conditions de création et de fonctionnement de la personne privée (première espèce) – Habilitation – Conditions – Existence d'un contrat de DSP ou d'un contrat de marché public entre la personne publique et le délégataire (deuxième espèce)
Sous-note 1 : **Conseil d'État (Sect.) 22 février 2007** – extraits 675

Sous-note 2 : **Conseil d'État (Sect.) 6 avril 2007** – extraits 675

GRÈVE – Service public – Champ d'application – Interruption d'une ligne SNCF – Société privée de transport routier chargée d'une tâche temporaire de remplacement – Application (oui)
Sous-note 3 : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2012** 676

HARCÈLEMENT MORAL (voir aussi CHSCT)

Doctrines : **Alléger le salarié du fardeau de la preuve** par **Hervé Gosselin**, ancien conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation 197

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination et harcèlement – Candidature aux élections professionnelles – Mesures patronales de rétorsion – Retrait de fonctions – Refus d'accorder des formations et des congés payés – Tentative de sanction disciplinaire – Mesures vexatoires
Cour d'appel de Caen (Ch. correctionnelle) 5 juillet 2013 304
Note **Ghislain Dadi**, Avocat au Barreau de Paris 309

Doctrines : **Mise à pied injustifiée et entrave aux fonctions syndicales et représentatives** par **Marie-France Charreton**, Avocate au Barreau de Paris 510
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Mandat – Exercice – Mise à pied – Caractère injustifié – Incidence – Obstacle à l'exercice du mandat (non) – Entrave (non)
Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 avril 2014 513

INAPTITUDE – Licenciement – Harcèlement à l'origine de la décision d'inaptitude – Nullité de la rupture (art. L. 1152-3) – Indemnisation
Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 19 décembre 2013 ... 559
Note **Alain Pionnier**, Défenseur syndical 560

Preuve – Charge – Attestations – Portée
Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9^{ème} ch. A) 6 février 2014 596
Note **Sylvie Guillou**, Conseillère prud'homme 599

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir Santé au travail ; voir CHSCT)

INAPTITUDE

Défaut de licenciement ou de reclassement – Reprise du paiement des salaires – Employeur imposant la prise de congés payés – Substitution de l'indemnité de congés au versement du salaire – Licéité (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2013 40
Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 40

INAPTITUDE – Défaut de reclassement – Absence de licenciement – Reprise du paiement du salaire au-delà d'un mois – Obligation

Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 19 décembre 2013 231

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine 233

INAPTITUDE – Obligation de reclassement – Absence de propositions – Recherche de postes disponibles – Production ordonnée du registre du personnel

Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 19 décembre 2013 233

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine 235

Licenciement – Harcèlement à l'origine de la décision d'inaptitude – Nullité de la rupture (art. L.1152-3) – Indemnisation

Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 19 décembre 2013 ... 559
Note **Alain Pionnier**, Défenseur syndical 560

INSPECTION DU TRAVAIL

Doctrines : **Quelle contribution peut-on exiger de l'inspection du travail concernant le droit de la preuve ?** par **Gérald Le Corre**, Inspecteur du travail 218

SANTÉ AU TRAVAIL – Présence de fibres d'amiante – Inspection du travail – Interruption du chantier – Référé civil

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 novembre 2013** 227

INSPECTION DU TRAVAIL – Lettre d'observation adressée à une entreprise – Assimilation à une mise en demeure – Demande d'un salarié d'en obtenir copie – Loi sur la transparence administrative – Caractère communicable (non) – Communication des seuls courriers ne faisant aucune mention d'un manquement de la part de l'employeur (sic !)

Deuxième espèce : **Commission d'accès aux documents administratifs 4 juillet 2013** 228

DISCRIMINATION – Allégations – Rapport établi par l'inspection du travail – Absence de PV d'infraction – Incidence (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014 289
Note **Thomas Kapp**, Directeur du travail 290

Document : **Loi sur les nouveaux pouvoirs de l'inspection du travail : l'analyse du SNTFP CGT** 509

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; voir aussi Discrimination)

Doctrines : Épilogue incertain de l'affaire **Baby-Loup** : l'obligation de neutralité dans une entreprise investie d'une mission d'intérêt général par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-

Pontoise, membre du LEJEP 73

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Port d'un signe religieux – Voile islamique – Employeur investi d'une mission d'intérêt général – Exigence de neutralité du personnel – Clause du règlement intérieur – Licéité (oui) – Non-respect – Licenciement pour faute grave (oui)

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 27 novembre 2013 .. 79

Document : **Délégations de service public : accès du délégué aux données personnelles sur les salariés détenues par le délégataire**. Réponse ministérielle 81

Doctrines : **Égalité des armes et pouvoir de licencier** par **Alain Chirez**, Professeur émérite de l'Université de la Polynésie française et **Frédéric Chirez**, Doctorant et chargé d'enseignement à l'École de droit de la Sorbonne . 158

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Cas de recours autorisé – Emploi pour lequel il est d'usage constant de ne pas recourir à un contrat à durée indéterminée – Constance de l'usage – Stipulation par une convention ou un accord collectif – Portée – Office du juge

TEMPS DE TRAVAIL – Travail à temps partiel – Requalification en travail à temps complet – Effets – Stipulations contractuelles relatives au terme du contrat

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Sanction disciplinaire – Limites – Litige en cours entre l'employeur et le salarié sur l'exécution d'un jugement – Licenciement dans le but d'imposer au salarié la solution de l'employeur – Violation de l'article 6 § 1 CEDH – Principe d'égalité des armes – Nullité – Violation d'une liberté fondamentale

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2013** 166

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Liberté de témoigner – Contenu d'une attestation délivrée par un salarié au bénéficiaire d'un autre et destinée à être produite en justice – Licenciement disciplinaire – Violation par l'employeur d'une liberté fondamentale – Articles 6 et 10 CEDH – Nullité de la rupture – Réintégration

Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2013** 169

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification judiciaire – Survenance du terme initial – Incidence (non) – Droit au procès équitable (art. 6-1 CEDH) – Exécution de la décision – Nullité de la rupture

Troisième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013** 170

Doctrines : **Révéler les faits sur le terrain : le rôle des IRP** par **Pierre Bouaziz** et **Alexandra Soumeire**, Avocats au Barreau de Paris 207

Doctrines : **Les luttes de classe en France ... et le port du voile islamique** par **Emmanuel Gayat**, Avocat au Barreau de Paris 327

CONTRAT DE TRAVAIL – Liberté d'expression – Distribution d'une pétition à des clients de l'entreprise – Abus (non) – Licenciement – Absence de cause réelle et sérieuse

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013 359
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 360

Doctrines : **Une loi pour la légitimité syndicale. Réflexions sur le volontarisme en matière syndicale** par **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux-Montesquieu 491

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à propos de l'arrêt **AMS**, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à propos de l'arrêt **AMS**, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à propos de l'arrêt **AMS**, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à propos de l'arrêt **AMS**, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à propos de l'arrêt **AMS**, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546

Doctrines : **Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ?** (à propos de l'arrêt **AMS**, CJUE 15 janvier 2014) par **Isabelle Meyrat**, Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 546

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Revendication portant sur le remboursement de frais – Licenciement pour faute – Atteinte à la liberté d'expression – Trouble manifestement illicite - Réintégration	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 février 2014	657
Note	658

Doctrines : L'accès à la justice sociale et l'effectivité des droits fondamentaux : quelle justice sociale pour le 21^{ème} siècle ? par Diane Roman , Professeure de droit public, Université François Rabelais, Tours, Membre de l'Institut universitaire de France	749
---	------------

Doctrines : La discrimination voilée (Ass. plén. 25 juin 2014, Baby-Loup) par Cyril Wolmark , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense	835
DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX – Liberté religieuse – Port du foulard islamique – Règlement intérieur – Restriction – Proportionnalité et justification – Activité de crèche	
Cour de cassation (Ass. Plén.) 25 juin 2014	839

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Convocation – Mention de l'objet – Portée – Connaissance des faits reprochés – Convention n° 158 OIT (art. 7) – Atteinte aux droits de la défense	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 6) 7 mai 2014	862
Note Mireille Poirier , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux	863

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir aussi Ruptures du contrat de travail ; voir aussi Emploi)

MOTIFS

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Cause économique – 1° Sauvegarde de la compétitivité et difficultés économiques – Appréciation – Croissance soutenue et ininterrompue – Bénéfice corrigé des provisions sur restructurations – Ralentissement des ventes n'obérant pas une situation économique saine – Surcapacité de production non démontrée – 2° Obligation de reclassement – Reclassement au sein du groupe – Offres ne présentant pas un caractère ferme – Envoi de lettres circulaires imprécises – Caractère tardif – 3° Accord de maintien de l'emploi – Non-respect	
Conseil de prud'hommes de Compiègne (Industrie – Département) 30 août 2013	102
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	115

LICENCIEMENTS INDIVIDUELS

Doctrines : Reclassement du salarié licencié pour motif économique et franchise commerciale par Franck Héas , Maître de conférences à l'Université de Nantes	574
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Appartenance de l'employeur à un réseau de franchise – Incidence sur la permutableté du personnel (deux espèces) – Clauses contractuelles de la franchise – Indépendance d'exercice – Portée (première espèce) – Office du juge – Appréciation de l'existence d'intérêts communs (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014	578
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 février 2014	579

LICENCIEMENTS COLLECTIFS

Doctrines : Lutter contre les accords de mobilité et de maintien de l'emploi en période de crise par Anne Braun , Conseillère confédérale, Docteur en droit	340
---	------------

CONTRAT DE TRAVAIL – Employeur – Qualité – Licenciement collectif au sein d'un groupe de sociétés – Société-mère – Reconnaissance – Conditions – Confusion d'intérêts, d'activité et de direction	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014	653
Note Myriam Castel , Doctorante, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse-1 Capitole	654

Doctrines : Les pouvoirs du juge social en Espagne : variations, innovations et résistance par Adoracion Guaman Hernandez , Universidad de Valencia	719
---	------------

Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

Licenciement collectif – Impact sur deux établissements différents – Distinction de projets concomitants de restructuration – Dédoulement de la procédure d'information-consultation et de l'établissement d'un PSE – Atteinte à l'égalité de traitement – Unicité de pouvoir de décision – Licéité (non)	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1) 13 janvier 2014	408
Note Emmanuelle Lafuma , Maître de conférences à l'Université Paris XIII-Villetaneuse	410

TRIBUNAUX – 1° Compétence – Licenciement collectif – PSE – Contestation de la légalité – Demande de suspension – Tribunal de grande instance (non) – Compétence administrative (oui) – 2° Recevabilité de l'action en justice – Syndicat (oui) – Comité d'entreprise (non)	
Tribunal de grande instance de Versailles (Référé) 13 février 2014	872
Note Marianne Keller-Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	873

Contrôle de l'administration

Document unilatéral – Homologation – Référé-suspension	
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, Référé 7 février 2014	311
Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	321
Document unilatéral – Homologation – Annulation	
Tribunal administratif Montreuil 20 décembre 2013	315
Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	318

Doctrines : Plan de sauvegarde de l'emploi : le droit public s'invite à la table des négociations par Marie-Cécile Sarrazin , Avocate au Barreau de Paris, Spécialiste en droit public et Alexandra Denis , Avocate au Barreau de Paris	347 et 404
--	-------------------

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail)

PROCÉDURE

Lettre de licenciement – Notification – Remise au salarié par tout moyen – Preuve – Attestation d'un responsable de l'entreprise	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014	861
Entretien préalable – Convocation – Mention de l'objet – Portée – Connaissance des faits reprochés – Convention n° 158 OIT (art. 7) – Atteinte aux droits de la défense	

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 6) 7 mai 2014	862
Note Mireille Poirier , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux	863

MOTIFS DE LICENCIEMENT

Doctrine : La rupture du contrat de travail d'un salarié étranger en situation irrégulière par Rodrigue Goma Mackoundi , Docteur en droit, Avocat au Barreau de Toulouse	332
--	-----

Tâches – Modification des attributions – Signature d'un accord imposée par l'employeur – Demande du salarié de renégocier ces conditions – Licenciement pour faute grave – Brutalité de la rupture – Défaut de cause réelle et sérieuse

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 5) 20 février 2014	552
Note Florent Hennequin , Avocat au Barreau de Paris	553

Licenciement pour faute grave – Conditions de travail – Tension professionnelle extrême – Pressions diverses – Conditions dégradantes – Alerte du CHSCT – Défaut de prise en compte – Suicide du salarié – Manquement à l'obligation de sécurité de résultat – Rupture privée de cause réelle et sérieuse – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession

Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 28 janvier 2014	658
Note Simon Daudet , DLAJ, UD CGT Haute-Vienne	661

Dénonciation de maltraitance – Travailleur social – Nullité de la mesure prise à titre de rétorsion – Référé – Continuation du contrat de travail

Conseil de prud'hommes d'Amiens (Référé) 9 avril 2014	678
Note	680

MALADIE

Absences répétées désorganisant la production – Preuve rapportée par l'employeur (non) – Volonté d'évincer des salariés malades – Discrimination liée à l'état de santé (L. 1132-1) – Nullité de la rupture – Réintégration

Conseil de prud'hommes de Mulhouse (Industrie) 18 février 2014	295
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	301

INAPTITUDE (voir ce mot)

INDEMNITÉS

Reçu pour solde de tout compte – Effet libératoire – Etendue – Formulation générale – Portée

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013	361
Note S. D.	362

Document : Syndicat des Avocats de France : Nouveau différé d'indemnisation de l'ANI du 22 mars 2014 : la double peine pour le salarié victime d'un licenciement injustifié
 405 |

MALADIE (voir Discriminations ; voir Licenciement pour motif personnel – Maladie ; voir Santé au travail)

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

Licenciement – Inaptitude – Harcèlement moral	
Conseil d'État 20 novembre 2013	319
Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	320

ÉTENDUE DE LA PROTECTION

Licenciement – Motif économique – Obligation de reclassement	
Conseil d'État 3 juillet 2013, n° 342.477 Tables Lebon ..	375
Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	376

PROCÉDURE

Autorisation administrative de licenciement – Contestation de la rupture – Saisine du juge judiciaire – Question préjudicielle (deux espèces)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 novembre 2012	302
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013	302
Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau des Ardennes	302

Licenciement – 1° Recours hiérarchique – Principe du contradictoire – 2° Motif disciplinaire – Rétrogradation - Refus	
Conseil d'État 3 juillet 2013	376
Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	378

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Transfert partiel – Autorisation préalable (trois espèces) – Champ d'application – Candidat aux élections (oui) (première espèce) – Auteur de la démarche de transfert – Détermination – Cession ayant reçu exécution – Caractère indifférent (deuxième espèce) – Objet du contrôle – Salarié ne relevant que partiellement de l'activité transférée – Incidence (troisième espèce)	
Première espèce : Conseil d'État 22 mai 2013	379
Deuxième espèce : Conseil d'État 24 juin 2013	380
Troisième espèce : Conseil d'État 1^{er} août 2013	381
Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	381

Licenciement – Procédure – Enquête contradictoire – Rôle de l'inspecteur du travail – Communication des pièces et éléments déterminants aux parties – Exception	
Conseil d'État (4^{ème} et 5^{ème} ssr) 4 décembre 2013	668

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Égalité de traitement – Respect – Prévoyance – Prise en charge patronale de la totalité de la cotisation – Avantage excluant les non-cadres – Justifications – Particularités des régimes de prévoyance – Objectif de solidarité – Égalité de traitement limitée à une même catégorie professionnelle	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2013	149
Note Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux	155

RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que licenciements)

RUPTURE CONVENTIONNELLE (loi du 25 juin 2008)

Bureau de conciliation – Pouvoirs juridictionnels – Rupture conventionnelle – 1° Transaction préalable – Nullité – 2° Clause de non-concurrence – Renonciation hors délai – Provisions sur contrepartie pécuniaire (oui)	
Conseil de prud'hommes de Longjumeau (Bureau de conciliation – Encadrement) 2 décembre 2013	240
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine	242

Irrégularité de la procédure – Incidence – Nullité de la rupture (non) (trois espèces) – Assistance du salarié – Information préalable – Défaut (première espèce) – Contact avec Pôle Emploi – Délivrance d'information – Défaut (deuxième espèce) – Délai de rétractation – Durée – Mention – Erreur sur la date d'expiration du délai de rétractation (troisième espèce)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
29 janvier 2014	413
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
29 janvier 2014	414
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
29 janvier 2014	415
Note Anais Ferrer , Conseillère confédérale DJAJ – CGT	415

RÉSILIATION JUDICIAIRE

Manquements reprochés à l'employeur – Modification unilatérale du contrat de travail – Incidence (non) – Rejet de la demande judiciaire (deux espèces) – Créance de salaire représentant une faible partie de la rémunération (première espèce) – Absence d'influence défavorable sur la rémunération – Situation s'étant poursuivie dans le temps (deuxième espèce)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
12 juin 2014	866
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
12 juin 2014	867
Note Jérôme Ferraro , Avocat au Barreau de Marseille	868

SALAIRES - RÉMUNÉRATIONS

Doctrines : **Éviter le couperet de la prescription, après la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi** par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux

	182
--	------------

RÉMUNÉRATION – Pourboire – Répartition – Personnel en contact avec la clientèle – Détermination – Condition – Caractère habituel

Cour de cassation (Ch. Soc.)	
14 novembre 2013	363
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	364

SANTÉ AU TRAVAIL – Organisation du travail – Rémunération variable – Critères – Comparaison – Mise en concurrence des salariés (*benchmark*) – Risques psychosociaux

Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. C)	
21 février 2014	417
Note Jonathan Cadot , Avocat au Barreau de Paris, et Claire Gallon , Élève avocate	423

RÉMUNÉRATION – Caractère variable – Fixation d'objectifs – Défaut – Office du juge – Détermination du montant – Critères – Stipulations contractuelles, accords antérieurs et données de la cause

Cour de cassation (Ch. Soc.)	
12 mars 2014	585

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise – champ d'application – Entreprises publiques – Définition – Défaut – Méconnaissance par le législateur de l'étendue de sa compétence – Censure

Décision n° 2013-336 QPC du 1^{er} août 2013	615
Observations Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP	616

SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; voir aussi Discrimination ; voir aussi CHSCT)

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence matérielle – Litiges nés à l'occasion du contrat de travail – Sécurité des salariés – Obligation de résultat – Protection des salariés contre les risques liés à l'inhalation de poussière d'amianté – Manquement – Demande en réparation – Déclaration de la maladie professionnelle – Bénéfice de l'ACAATA – Caractère indifférent – Préjudice spécifique d'anxiété – 1° Indemnisation – Conditions – Période antérieure à la déclaration de la maladie – 2° Indemnisation – Étendue – Troubles psychologiques – Cas – Troubles liés au bouleversement des conditions d'existence – Droit à une indemnisation distincte (non) (deux espèces)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
25 septembre 2013	513
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)	
25 septembre 2013	515
Note Frédéric Guimard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)	517

Réorganisation – CHSCT – Consultation – Contestation – 1° Syndicat – recevabilité – 2° Obligation de sécurité de résultat – Défaut d'analyse des risques psychosociaux – Absence d'évaluation de l'impact sur les conditions de travail – Démarche participative insusceptible de se substituer à ladite évaluation – Incomplétude de l'information du CHSCT – Non-respect des engagements conventionnels – Suspension de la réorganisation

Tribunal de grande instance de Nanterre (Référé)	
18 septembre 2013	118
Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris	121

SANTÉ AU TRAVAIL – Présence de fibres d'amianté – Inspection du travail – Interruption du chantier – Référé civil

Cour de cassation (Ch. Soc.)	
20 novembre 2013	227

ACCIDENT DE TRAVAIL – Risques psychosociaux – Licenciement pour inaptitude – Comportement fautif de l'employeur – Altération de la santé en violation de normes internationales – Nullité de la rupture – Trouble manifestement illicite – Réintégration

Conseil de prud'hommes de Nantes (Référé)	
7 janvier 2014	365
Note Claudy Ménard , Formateur syndical	367

Organisation du travail – Rémunération variable – Critères – Comparaison – Mise en concurrence des salariés (*benchmark*) – Risques psychosociaux

Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. C)	
21 février 2014	417
Note Jonathan Cadot , Avocat au Barreau de Paris, et Claire Gallon , Élève avocate	423

CONTRAT DE TRAVAIL – Cessation d'activité anticipée – Travailleurs exposés à l'amianté – Allocation – Cumul – Dommages et intérêts – Préjudice d'anxiété – Garantie par l'AGS (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.)	
2 juillet 2014	849
Note Francis Meyer , Enseignant-chercheur, Institut du travail, Équipe de droit social, Université de Strasbourg ...	850

STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques)

DÉTACHEMENT

Doctrines : **Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des**

entreprises étrangères : les arrêts <i>Easy Jet</i> et <i>Vueling</i> par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	385	Doctrine : Étude juridique empirique de l'influence de la loi du 20 août 2008 – à propos de quelques accords collectifs de droit syndical par Josépha Diringger , Docteur en droit, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IREPP	459
TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l'employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d'accueil – Immatriculation de l'établissement – Défaut – Entrave (première espèce) Première espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014	390	Doctrine : La loi de 2008 dans les pratiques des acteurs : une enquête sociologique par Adelheid Hege , Chercheuse à l'IREP	465
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014	391	Doctrine : Une loi pour la légitimité syndicale. Réflexions sur le volontarisme en matière syndicale par Jérôme Porta , Professeur à l'Université de Bordeaux-Montesquieu, Comptrasec UMR CNRS 5114	491
Loi applicable – Détermination – Règlement communautaire n° 593/2008 – Accomplissement du travail dans un pays donné – Mise à l'écart de la loi – Condition – Contrat présentant des liens étroits avec un autre pays CJUE 12 septembre 2013	432	Doctrine : Représentativité syndicale et égalité de traitement par Christophe Radé , Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux	501
Note Valérie Lacoste-Mary , Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5114	432	FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS	
TRAVAILLEURS TRANSFRONTALIERS		Fonction publique – Circulaire – Réunions d'information syndicale – Dossier du fonctionnaire Conseil d'État 27 novembre 2013	
SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Assurance maladie – Participation forfaitaire des assurés au coût d'un acte – Qualification – Affectation de ce prélèvement au financement d'un régime (non) – Travailleur transfrontalier – Application du règlement européen 1480/71 (non) Cour de cassation (Civ. 2^{ème} ch.) 10 octobre 2013		383	
Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense(IREPP EAC CNRS)		Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	
149		384	
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS		Fonctionnement – Communication syndicale par voie électronique dans l'entreprise Décision n° 2013-345 QPC du 27 septembre 2013	
Doctrine : La rupture du contrat de travail d'un salarié étranger en situation irrégulière par Rodrigue Goma Mackoundi , Docteur en droit, Avocat au Barreau de Toulouse		617	
332		Note Pierre-Yves Gadhoun , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP	
149		618	
TRAVAIL ILLÉGAL – Travailleurs étrangers – Absence de titre de séjour régulier – Rupture du contrat – Indemnité (trois espèces) – Provision – Indemnité forfaitaire de l'art. L. 8252-2 – Procédures d'urgence (première et deuxième espèces) – Référé – Trouble manifestement illicite (première espèce) – Bureau de conciliation (deuxième espèce) – Faux papiers – Fraude du salarié – Fraude privative des indemnités de rupture (troisième espèce) Première espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé) 4 novembre 2013		REPRÉSENTATIVITÉ	
429		Doctrine : L'action syndicale non représentative dans l'entreprise (sur quelques règles de conjugaison) par Patrice Adam , Professeur à l'Université de Lorraine	
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce - Conciliation) 31 octobre 1989		1	
429		1° Activité du syndicat – Critères (L. 2121-1, 4° à 7°) – Appréciation globale – Moments – 2° Désignation d'un délégué syndical – Choix du salarié – Salarié ayant obtenu au moins 10 % sur une liste relevant d'une affiliation différente – Score présentant un caractère personnel Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013	
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 février 2014		135	
430		Note Florence Canut , Professeur à l'Université Lyon-2 Lumière.....	
Note Claude Lévy , Défenseur syndical, Syndicat CGT des Hôtels de prestige et économiques		136	
431		CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accord d'entreprise – Accord intercatégoriel – Signataires – Syndicat catégoriel – Condition – Principe de spécialité – Co-signature d'un syndicat intercatégoriel Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014	
SYNDICATS PROFESSIONNELS		592	
Doctrine : L'action syndicale non représentative dans l'entreprise (sur quelques règles de conjugaison) par Patrice Adam , Professeur à l'Université de Lorraine		593	
1		Note Patrice Adam , Professeur à l'Université de Lorraine	
Doctrine : Les représentations du personnel : accentuation des autonomies subordonnées (? ou !) par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine		510	
439		Note Ghislain Dadi , Avocat au Barreau de Paris	
510		Doctrine : Mise à pied injustifiée et entrave aux fonctions syndicales et représentatives (à propos de Crim. 8 avril 2014, pourvoi n° 12-85.800 publié au Bull.) par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	

REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Mandat – Exercice – Mise à pied – Caractère injustifié – Incidence – Obstacle à l'exercice du mandat (non) – Entrave (non)	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 avril 2014	513

DISCRIMINATION

Allégations – Rapport établi par l'inspection du travail – Absence de PV d'infraction – Incidence (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014	289
Note Thomas Kapp , Directeur du travail	290

Doctrines : Pour une meilleure pratique de la règle de l'unicité de l'instance prud'homale (en attendant la juridiction sociale du XXI^e siècle) par Marianne Keller-Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	515
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Discrimination syndicale – Action en réparation – Recevabilité (non) – Demande dont le fondement est connu avant la clôture des débats de la première instance	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2014	544

Activités syndicales – Évolutions de carrière	
Cour d'appel de Versailles (5^{ème} ch.) 20 février 2014	663
Note Annie de Saint-Rat , Avocat au Barreau de Paris	666

ACTION EN JUSTICE

Doctrines : Les rapports de travail : du lien de subordination au lien d'assujettissement par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	12
CONTRAT DE TRAVAIL – Évaluation des salariés – Méthode – Entretien ne faisant qu'entériner une auto-évaluation et évaluation préalable par la ligne hiérarchique – Contrariété avec l'art. L. 1222-2 C. tr. et les dispositions conventionnelles – Action en justice du syndicat et du CHSCT – Destruction des évaluations ordonnée	
Tribunal de grande Instance de Nanterre (2^{ème} ch.) 12 septembre 2013	19

Document : Pour une nouvelle efficacité des actions collectives en droit du travail	36
--	-----------

Action dans l'intérêt collectif (L. 2132-3 C. tr.) – Transfert conventionnel – Recevabilité de l'action du syndicat (oui) – Demande du syndicat de régularisation de la situation individuelle des salariés – Bien-fondé (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013	41
Note Marianne Keller-Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	44

SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation – CHSCT – Consultation – Contestation – 1 ^o Syndicat – recevabilité – 2 ^o Obligation de sécurité de résultat – Défaut d'analyse des risques psychosociaux – Absence d'évaluation de l'impact sur les conditions de travail – Démarche participative insusceptible de se substituer à ladite évaluation – Incomplétude de l'information du CHSCT – Non-respect des engagements conventionnels – Suspension de la réorganisation	
Tribunal de grande instance de Paris (Référé) 18 septembre 2013	118
Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris	121

Action en justice – Recevabilité – Fonctionnement du comité d'entreprise – Irrégularité alléguée de la consultation (deux espèces) – Articulation des consultations entre comité européen, comité central et comité d'établissement (première espèce) – Information incomplète (deuxième espèce)	
--	--

Première espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1) 23 septembre 2013	123
Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1) 23 septembre 2013	124
Note Dirk Baugard , Professeur à l'Université de Paris-8 Vincennes-Saint-Denis	125

CHSCT – Organisation nouvelle du travail – Atteinte à la santé des travailleurs (RPS) – absence de concertation – Défaut de prise en compte des expertises – Obligation de sécurité de résultat – Manquement – Suspension de la mise en œuvre du projet – Médiation	
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Santé au travail	
Tribunal de grande instance de Draguignan 18 avril 2014	588
Note Dimitri Monforte , Élève avocat à l'HEDAC	590

Doctrines : L'action en justice, action individuelle, action collective par Sophie Rozez , Maître de conférences en droit privé, Cejec, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense	733
--	------------

Doctrines : La justice du travail, action individuelle et action collective – Restitution de l'atelier par Rachel Lokiec , juriste à CIDECOS	740
--	------------

Doctrines : Contentieux individuels et contentieux collectifs : les deux versants du règlement des litiges sériels par des chemins qui ne mènent pas au sommet par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	772
--	------------

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – 1 ^o Droit disciplinaire – Mise à pied – Durée maximale non inscrite au règlement intérieur – Sanction – Annulation – 2 ^o Lutte contre l'alcoolisme – Conditions – Respect des droits des personnes et des libertés – Recevabilité de l'intervention syndicale	
Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 3 juin 2014	857
Note Claudy Ménard , Formateur syndical	859

TRIBUNAUX – 1 ^o Compétence – Licenciement collectif – PSE – Contestation de la légalité – Demande de suspension – Tribunal de grande instance (non) – Compétence administrative (oui) – 2 ^o Recevabilité de l'action en justice – Syndicat (oui) – Comité d'entreprise (non)	
Tribunal de grande instance de Versailles (Référé) 13 février 2014	872
Note Marianne Keller-Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	873

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS DE LA SECTION SYNDICALE

Doctrines : L'action syndicale non représentative dans l'entreprise (sur quelques règles de conjugaison) par Patrice Adam , Professeur à l'Université de Lorraine	1
---	----------

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité – 1 ^o Activité du syndicat – Critères (L. 2121-1, 4 ^o à 7 ^o) – Appréciation globale – Moments – 2 ^o Désignation d'un délégué syndical – Choix du salarié – Salarié ayant obtenu au moins 10 % sur une liste relevant d'une affiliation différente – Score présentant un caractère personnel	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 novembre 2013	135
Note Florence Canut , Professeur à l'Université Lyon-2 Lumière	136

Périmètre – Comité d'établissement – Exception – Accord collectif	
Tribunal d'instance de Castres 8 octobre 2013	369
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	370

Mandat – Révocation – Auteur – Détermination – Désaffiliation de l'organisation syndicale ayant procédé à la désignation – Portée	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 octobre 2013	371
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Désignation – Compétence statutaire – Périètre géographique	
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013	371
Note Isabelle Taraud , Avocate au Barreau du Val de Marne	372
 Doctrines : Les représentations du personnel : accentuation des autonomies subordonnées (? ou !) par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	439
TEMPS DE TRAVAIL	
Doctrines : Le contrôle par le juge des clauses contractuelles relatives à la durée et aux horaires de travail par Anja Johansson , Enseignant-chercheur, Institut du Travail, Université de Strasbourg	634
FORFAITS-JOURS	
Doctrines : Forfait-jours : un encadrement presque parfait ? par Philippe Masson , collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT	580
TEMPS DE TRAVAIL – Forfait-jours – 1° Obligations de l'employeur – Organisation d'un entretien annuel individuel – Article L.3121-46 C. tr. – Application dans le temps – 2° Validité – Nombre de jours travaillés – Fixation	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 mars 2014	585
TEMPS DE TRAVAIL – Droit à la santé et au repos – Principes généraux de la protection de la sécurité et de la santé du travailleur – Portée – Forfait-jours – Encadrement préalable par accord collectif – Contenu – Dispositions relatives au respect des durées maximales de travail ainsi que des repos, journaliers et hebdomadaires	
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 mai 2014	586
TRAVAIL DE NUIT - REPOS DOMINICAL	
Non-respect des dispositions légales sur le travail dominical et le travail de nuit – Trouble manifestement illicite – Cessation de l'ouverture des magasins sous astreinte – 1° Travail dominical – Caractère suspensif du recours en annulation de l'autorisation – a) QPC – Rejet – b) Convention (oui) – 2° Travail de nuit – Condition – Continuité de l'activité économique – Nécessité (non) – Volontariat des salariés – Caractère indifférent	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 1) 23 septembre 2013 .	139
Note Julien Icard , Professeur à l'Université de Valenciennes	147
Dérogation préfectorale – Contestation – Recours juridictionnel – Caractère suspensif – Atteinte aux droits de la défense – Inconstitutionnalité	
Décision n° 2014-374 QPC du 4 avril 2014	681
Note Pierre-Yves Gadhoum , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP	682
HEURES SUPPLÉMENTAIRES	
Doctrines : Alléger le salarié du fardeau de la preuve par Hervé Gosselin , ancien conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation	197
Établissement – Tableaux récapitulatifs du salarié contradictoires avec les relevés hebdomadaires – Incidence – Charge de la preuve	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2014	415
Importance – Évaluation – Office du juge – Détermination – Détail du calcul appliqué – Nécessité (non) – Appréciation souveraine	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013	426
Note Florent Drappier , Elève avocat	427
TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	
Doctrines : Le travail à temps partiel : entre sécurité et flexibilité par Alexia Gardin , Professeur à l'Université de Lorraine, CERIT-IFG	64
TEMPS DE TRAVAIL – Travail à temps partiel – Requalification en travail à temps complet – Effets – Stipulations contractuelles relatives au terme du contrat	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2013	166
Congés payés – Droits acquis durant une période de travail à temps complet – Diminution du solde au prorata du temps partiel – Violation des droits de l'Union (oui)	
CJUE Ordonnance 13 juin 2013	434
Note Valérie Lacoste-Mary , Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5114	435
Contrat ne précisant pas la répartition des heures et jours de travail – Employeur défaillant à rapporter la preuve contraire – Requalification	
Conseil de prud'hommes de Paris (Comm. – Départ.) 21 mai 2014	600
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	603
TRANSFERT D'ENTREPRISE	
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action dans l'intérêt collectif (L. 2132-3 C. tr.) – Transfert conventionnel – Recevabilité de l'action du syndicat (oui) – Demande du syndicat de régularisation de la situation individuelle des salariés – Bien-fondé (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 septembre 2013	41
Note Marianne Keller-Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	44
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Transfert partiel – Autorisation préalable (trois espèces) – Champ d'application – Candidat aux élections (oui) (première espèce) – Auteur de la démarche de transfert – Détermination – Cession ayant reçu exécution – Caractère indifférent (deuxième espèce) – Objet du contrôle – Salarié ne relevant que partiellement de l'activité transférée – Incidence (troisième espèce)	
Première espèce : Conseil d'État 22 mai 2013	379
Deuxième espèce : Conseil d'État 24 juin 2013	380
Troisième espèce : Conseil d'État 1^{er} août 2013	381
Observations Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne	381
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS (voir Statuts particuliers)	
TRAVAIL ILLÉGAL	
Doctrines : La rupture du contrat de travail d'un salarié étranger en situation irrégulière par Rodrigue Goma Mackoundi , Docteur en droit, Avocat au Barreau de Toulouse	332

Doctrines : Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts Easy Jet et Vueling par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	385
TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l'employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d'accueil – Immatriculation de l'établissement – Défaut – Entrave (première espèce) Première espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014	390
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2014	391
Travailleurs étrangers – Absence de titre de séjour régulier – Rupture du contrat – Indemnité (trois espèces) – Provision – Indemnité forfaitaire de l'art. L.8252-2 – Procédures d'urgence (première et deuxième espèces) – Référé – Trouble manifestement illicite (première espèce) – Bureau de conciliation (deuxième espèce) – Faux papiers – Fraude du salarié – Fraude privative des indemnités de rupture (troisième espèce) Première espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé) 4 novembre 2013	429
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce - Conciliation) 31 octobre 1989	429
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 février 2014	430
Note Claude Lévy , Défenseur syndical, Syndicat CGT des Hôtels de prestige et économiques	431
TRAVAIL ILLÉGAL – Prêt de main-d'œuvre illicite – Marchandage – Sous-traitance de l'entretien des chambres d'un hôtel – Défaut de savoir-faire spécifique Conseil de prud'hommes de Paris (Comm. – Départ.) 21 mai 2014	600
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	603
Document : Charte sur la sous-traitance du nettoyage Louvre Hotels Group	642
Doctrines : La fourniture illicite de main-d'œuvre à la croisée des chemins par Olivier Fardoux , Maître de conférences des Facultés de droit, Codirecteur de l'Institut de criminologie de Lille	815
Doctrines : La loi du 10 juillet 2014 destinée à lutter contre le dumping social : une loi timide et une occasion manquée par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	823

TRAVAIL TEMPORAIRE

TRAVAIL TEMPORAIRE – Irrégularité – Requalification – 1° Cas de recours – Remplacement – Effet – Réponse à un besoin structurel de main-d'œuvre – 2° Action contre l'entreprise utilisatrice – Caractère exclusif (non) – Action contre l'entreprise de travail temporaire – Manquements – Absence de contrat de mission ou de motif de recours Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013	426
Note Florent Drappier , Elève avocat	427

TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes)

Document : Pour une nouvelle efficacité des actions collectives en droit du travail Note DLAJ-CGT	36
Compétence judiciaire – Application du droit de l'Union européenne – Conformité d'un acte administratif – Appréciation – Question préjudicielle au juge administratif (non) Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2013	51
Note Florent Drappier , Elève Avocat	51
Doctrines : Égalité des armes et pouvoir de licencier par Alain Chirez , Professeur émérite de l'Université de la Polynésie française et Frédéric Chirez , Doctorant et chargé d'enseignement à l'École de droit de la Sorbonne ..	158
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Sanction disciplinaire – Limites – Litige en cours entre l'employeur et le salarié sur l'exécution d'un jugement – Licenciement dans le but d'imposer au salarié la solution de l'employeur – Violation de l'article 6 § 1 CEDH – Principe d'égalité des armes – Nullité – Violation d'une liberté fondamentale Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 octobre 2013	166
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Liberté de témoigner – Contenu d'une attestation délivrée par un salarié au bénéficiaire d'un autre et destinée à être produite en justice – Licenciement disciplinaire – Violation par l'employeur d'une liberté fondamentale – Articles 6 et 10 CEDH – Nullité de la rupture – Réintégration Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2013	169
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification judiciaire – Survenance du terme initial – Incidence (non) – Droit au procès équitable (art. 6-1 CEDH) – Exécution de la décision – Nullité de la rupture Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 décembre 2013	170
Doctrines : Fables et légendes prud'homales par Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Patrick Henriot , Magistrat	171
Doctrines : Éviter le couperet de la prescription, après la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi par Mireille Poirier , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux	182
Doctrines : Alléger le salarié du fardeau de la preuve par Hervé Gosselin , ancien conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation	197
Doctrines : Alléger le salarié du fardeau de la preuve par Paul Cao , Avocat au Barreau d'Angers	205
SANTÉ AU TRAVAIL – Présence de fibres d'amiante – Inspection du travail – Interruption du chantier – Référé civil Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 novembre 2013	227
Doctrines : Instruire le dossier pour établir les faits : le rôle du juge par Nathalie Bruché et Cédric Porin , Avocats au Barreau de Marseille	247
Doctrines : Quelques éléments sur la preuve utile et licite, vue du côté du salarié par Daniel Boulmier , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine	263

Doctrine : La preuve en droit du travail – Essai de synthèse par Cyril Wolmark , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense	276	L'éclatement du contentieux social : obstacle à l'effectivité du droit à la santé et à la sécurité des travailleurs , par Morane Keim-Bagot , Maître de conférences, Université Paris-1, Panthéon-Sorbonne	707
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative de licenciement – Contestation de la rupture – Saisine du juge judiciaire – Question préjudicielle (deux espèces)		Quel accès à la justice pour les usagers du service public de l'emploi ? par Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux	713
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 novembre 2012	302	Les pouvoirs du juge social en Espagne : variations, innovations et résistance par Adoracion Guaman Hernandez , Universidad de Valencia	719
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2013	302	La justice sociale dans des pays européens voisins – Restitution de l'atelier par Véronique Hosson , Conseillère prud'homme	723
Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau des Ardennes	302	L'accès à la justice sociale : l'exemple de l'aide sociale par Claire Magord , Doctorante au CERCRID, Université Jean Monnet Saint-Étienne	725
Doctrine : Élections prud'homales : la démocratie coûte trop cher, à bas la démocratie ! par Thierry Durand , Conseiller prud'homme	322	L'accès à la justice sociale – Restitution de l'atelier par Sylvie Guillou , Conseillère prud'homme	731
Doctrine : Plan de sauvegarde de l'emploi : le droit public s'invite à la table des négociations par Marie-Cécile Sarrazin , Avocate au Barreau de Paris, Spécialiste en droit public et Alexandra Denis , Avocate au Barreau de Paris	347 et 404	L'action en justice, action individuelle, action collective par Sophie Rozez , Maître de conférences en droit privé, Cejec, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense	733
Normes supranationales – Conventionnalité – Appréciation – Office du juge – Portée		La justice du travail, action individuelle et action collective – Restitution de l'atelier par Rachel Lokiec , juriste à CIDECOS	740
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013	436	Le juge administratif et le social par André Schilte , Conseiller d'État	743
Note Jérôme Porta , Professeur à l'Université de Bordeaux-Montesquieu	436	Lebon, l'abrupt et le requérant... par Philippe Péchoux , Responsable du secteur DLAJ de la CGT Educ'action	746
Doctrine : Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ? (à propos de l'arrêt <i>AMS</i> , CJUE 15 janvier 2014) par Isabelle Meyrat , Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP	546	L'accès à la justice sociale et l'effectivité des droits fondamentaux : quelle justice sociale pour le 21^{ème} siècle ? par Diane Roman , Professeure de droit public, Université François Rabelais, Tours, Membre de l'Institut universitaire de France	749
Décision – Motivation – Exigence d'impartialité – Violation		Le rapprochement entre juge judiciaire et juge administratif en matière sociale par Jean-François Akandji-Kombé , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne	756
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2014	563	Le juge social, un juge « interventionniste » par Patrick Henriot , Premier vice-président au Tribunal de grande instance de Bobigny, membre du Syndicat de la magistrature	761
Note Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	564	Un juge prud'homal actif par Sylvie Mess , Conseillère prud'homme, Avignon	768
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Représentation des travailleurs – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire (non) – Litige entre particuliers – Mise à l'écart des dispositions nationales contraies (non)		Contentieux individuels et contentieux collectifs : les deux versants du règlement des litiges sériels par des chemins qui ne mènent pas au sommet par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	772
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2014	677	Synthèse conclusive par Jean-Pierre Gabriel , Responsable confédéral du pôle DLAJ	780
Note	677	Conclusions par Marie-Laurence Bertrand , Secrétaire confédérale de la CGT	782
TEMPS DE TRAVAIL – Repos dominical – Dérogation préfectorale – Contestation – Recours juridictionnel – Caractère suspensif – Atteinte aux droits de la défense – Inconstitutionnalité		TRIBUNAUX – 1 ^o Compétence – Licenciement collectif – PSE – Contestation de la légalité – Demande de suspension – Tribunal de grande instance (non) – Compétence administrative (oui) – 2 ^o Recevabilité de l'action en justice – Syndicat (oui) – Comité d'entreprise (non)	
Décision n° 2014-374 QPC du 4 avril 2014	681	Tribunal de grande instance de Versailles (Référé) 13 février 2014	872
Observations Pierre-Yves Gadhoum , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP	682	Note Marianne Keller-Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	873
Colloque organisé par la CGT – Montreuil, 5 et 6 juin 2014 : « Vers un ordre juridictionnel social »			
Introduction par Thierry Lepaon , Secrétaire général de la CGT	689		
Avant-propos par Pascal Rennes , Directeur du travail honoraire	692		
Ordre juridictionnel social et justice sociale par Yves Saint-Jours , ancien professeur émérite de l'Université de Perpignan	693		
Agir aux prud'hommes, hier et aujourd'hui par Evelyne Serverin , Directeur de recherches au CNRS	699		

Table chronologique de la jurisprudence

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES	PAGE	
2007					
FÉVRIER	22/02/2007	Conseil d'État	APREI, n° 264-541, Rec. Lebon.....	675	
AVRIL	06/04/2007	Conseil d'État	Commune d'Aix-en-Provence, n° 284-736, Rec. Lebon.....	675	
2010					
NOVEMBRE	16/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ Société ATB (p. n° 09-70.404)	545	
2012					
FÉVRIER	08/02/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Alten c/ G. (p. n° 10-27.940).....	541	
OCTOBRE	09/10/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	Citram Aquitaine c/ Force Ouvrière (p. n° 11-21.508 s.).....	676	
NOVEMBRE	27/11/2012	C. Cass. (Ch. Soc.)	F. et a. c/ mandataire liquidateur de KCP Myrys (p. n° 11-18.913).....	302	
2013					
MARS	13/03/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société générale de logistique c/ Aldehuelo (p. n° 11-20.490)	154	
MAI	14/05/2013	CA Amiens (5 ^e ch. soc.)	K. c/ Courrier Picard	94	
	22/05/2013	Conseil d'État	N° 340.111, Tables Lebon	379	
JUIN	13/06/2013	CJUE (Ordonnance)	Bianca Brandes c/ Land Niedersachsen C-415/12	434	
	24/06/2013	Conseil d'État	N° 340.128, Tables Lebon	380	
	25/06/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	D. c/ TF1 Production (p. n° 12-13.968)	99	
JUILLET	01/07/2013	TGI Nîmes (1 ^{ère} ch. civ.)	Comité d'entreprise Nestlé c/ Société Nestlé Waters Supply Sud	84	
	03/07/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Solocap Mab c/ M. (p. n° 11-23.687).....	40	
	03/07/2013	Conseil d'État	N° 342.477, Tables Lebon	375	
	03/07/2013	Conseil d'État	N° 348.099, Tables Lebon	376	
	04/07/2013	CADA	Direccte 35 (avis n° 2013-1530)	228	
	05/07/2013	CPH Grenoble (Activités div., Concl. – Dépar.)	P. c/ Groupe ESI	229	
	05/07/2013	CA Caen (Ch. correct.)	Ministère public c/ KPMG et a.	304	
AOÛT	10/07/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	SN2A c/ X. (p. n° 12-28.093)	436	
	01/08/2013	Conseil d'État	N° 358.257	381	
	01/08/2013	Cons. Constitutionnel	Société Naxis Asset Management, décision n° 2013-336 QPC.....	615	
	30/08/2013	CPH Compiègne (Ind. – Dépar.)	Semen c/ Continental Aktiengesellschaft et a.	102	
	SEPTEMBRE	12/09/2013	TGI Nanterre (2 ^e ch.)	CHSCT GEM Bank et Fédération des Banques et des assurances CFDT c/ Société Générale Electric Money	19
		12/09/2013	CJUE	Anton Schelcker c/ Melitta Josefa Boedeker, C-64/12.....	432
		17/09/2013	TGI Paris (P. 1 – ch. 4)	Comité d'établissement Snecma et a. c/ Snecma	83
		18/09/2013	TGI Paris (référé)	Fédération FO Transports et a. c/ RATP.....	118
		19/09/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Compagnie des Batobus c/ B. (p. n° 12-18.001)	91
		23/09/2013	CA Paris (P. 6 – ch. 1)	Sud Auto Peugeot Citroën Aulnay et a. c/ SA Peugeot	123
23/09/2013		CA Paris (P. 6 – ch. 1)	Sud Auto Peugeot Citroën Aulnay et a. c/ SA Peugeot	124	
23/09/2013		CA Paris (P. 6 – ch. 1)	Union syndicale CGT du commerce, de la distribution et des services de Paris et a. c/ SA Sephora.....	139	
25/09/2013		C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Airelle c/ Comité d'entreprise Airelle, Union locale CGT de la zone aéroportuaire de Roissy et a. (p. n° 12-13.697).....	41	
25/09/2013		C. Cass. (Ch. Soc.)	Babcock Wanson c/ V. et a. (p. n° 12-20.157)	53	
25/09/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	ZF MASSON c/ Masson et a. (p. n° 12-12.883)	55		
25/09/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	C. c/ Distribution Casino France (p. n° 12-12.976).....	294		
27/09/2013	Cons. Constitutionnel	Syndicat national Groupe Air Franc CFTC, décision n° 2013-345 QPC	617		
30/09/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sud et SNAC FSU c/ Opéra national de Paris (p. n° 12-14.652)	51		

OCTOBRE	08/10/2013	TI Castres	Fédération APAJH c/ Union locale CGT de Castres et a.	369	
	09/10/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pain c/ La Française d'Images (p. n° 12-17.882)	166	
	10/10/2013	C. Cass. (2 ^e ch. civ.)	M. c/ CPAM de Thionville (p. n° 12-22.836)	148	
	16/10/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Derichebourg Propreté c/ FO Équipements (p. n° 12-21.680)	34	
	16/10/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CFDT, Syndical général des transports Durance Alpilles c/ Transports Boudon (p. n° 12-21.448)	35	
	16/10/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat national hôtellerie-restauration SUD c/ Elio entreprises (p. n° 12-60.281)	371	
	21/10/2013	TGI Bourg-en-Bresse (Ch. Civ.)	Comité d'entreprise Danfoss c/ Société Danfoss Commercial Compressors.....	85	
	29/10/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cuminge c/ Établissement Union mutualiste retraite (p. n° 12-22.447)	169	
	NOVEMBRE	04/11/2013	CPH Paris (Référé)	D. c/ SARL Sogidun	429
		07/11/2013	C. Cass. (2 ^e ch. civ.)	CPAM du Nord-Finistère c/ Mab construction (p. n° 12-24.461) ..	287
13/11/2013		CPH Paris (Commerce)	G. c/ SARL L'Impact	238	
14/11/2013		C. Cass. (Ch. Soc.)	Y. c/ Société Charot (p. n° 12-29.984)	135	
14/11/2013		C. Cass. (Ch. Soc.)	Veolia Propreté Poitou-Charentes c/ P.....	359	
14/11/2013		C. Cass. (Ch. Soc.)	Buffalo Grill c/ Fédération CGT du commerce et des services (p. n° 12-16.805)	363	
20/11/2013		C. Cass. (Ch. Soc.)	Draka Paricable c/ Inspecteur du travail de l'Eure (p. n° 12-14.658)	237	
20/11/2013		Conseil d'État	N° 340.591, Rec. Lebon	319	
27/11/2013		CA Paris (P. 6 – ch. 9)	Mme Fatima L. épouse A. c/ Association Baby Loup	79	
27/11/2013		Conseil d'État	N° 359.801, Tables Lebon	383	
DÉCEMBRE	29/11/2013	CPH Nantes (Commerce – Bureau concil.)	G. c/ Lidl	236	
	02/12/2013	CPH Longjumeau (Encadr. – Bur. concil.)	S. contre SA Profi lomc.....		
	04/12/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mazenc c/ Société centrale européenne de distribution (p. n° 12-19.128)	302	
	04/12/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fédération CGT du commerce et a. c/ NMP France (p. n° 13- 15.624)	372	
	04/12/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Hélio Corbeil c/ X. (p. n° 11-28.314)	426	
	04/12/2013	Conseil d'État (4 ^{ème} et 5 ^{ème} ssr)	N° 361.667, Tables Lebon	668	
	17/12/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Manufacture française des pneumatiques Michelin c/ Allègre et a. (p. n° 12-23.006)	554	
	18/12/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Y. c/ Air France (p. n° 12-27.383 s.)	170	
	18/12/2013	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Pharmacie du centre commercial de Wasquehal c/ L. (p. n° 12-24.985)	361	
	19/12/2013	CA Chambéry (Ch. Soc.)	B. c/ Ineo Infracom	231	
19/12/2013	CA Chambéry (Ch. Soc.)	B. c/ Provençia Carrefour Mergencel.....	233		
19/12/2013	CA Orléans (Ch. Soc.)	EURL Aux Délices selommois c/ H.	559		
20/12/2013	TA Montreuil	CFDT Santé sociaux (SAS Vauban 2020) n° 1309825	315		

2014

JANVIER	07/01/2014	CPH Nantes (Référé)	M. c/ Fongecif des Pays de la Loire	365
	13/01/2014	CA Paris (P. 6 – Ch. 1)	Comité central d'entreprise Barclays Bank PLC c/ Barclays Bank PLC.....	408
	15/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Liebherr France c/ X. (p. n° 12-27.261 s.)	289
	15/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	X. et syndicat CGT métaux de Montpellier c/ IBM France (p. n° 12-23.578)	544
	15/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Compagnie des Petits (p. n° 12-22.944)	578
	21/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. c/ Comité d'entreprise EADS Sogerma (p. n° 12-28.900).....	543
	21/01/2014	TGI Paris (31 ^{ème} ch. correctionnelle)	CHSCT France Telecom	561
	21/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. c/ Résidence Hector d'Ossun (p. n° 12-18.427)	606
	28/01/2014	CA Versailles (6 ^{ème} ch.)	Consorts C. et CFDT Betor Pub c/ SA Polymont	658
	29/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	L. c/ King Jouet (p. n° 12-27.594)	413
	29/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	H. c/ Papier Mettler France (p. n° 12-25.951)	414
	29/01/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	V. c/ Maladis (p. n° 12-24.539)	415

XXVIII

FÉVRIER	06/02/2014	CA Aix-en-Provence (9 ^e ch. A)	D. c/ Festival de Marseille.....	596	
	07/02/2014	TA Cergy-Pontoise (Référé)	CGT Bénédicta (Heinz France) n° 1400713.....	311	
	13/02/2014	TGI Versailles (référé)	CGT SKF Montigny et a. contre SKF France	872	
	18/02/2014	CPH Mulhouse (Ind.)	D. c/ Peugeot Citroën Automobiles	295	
	18/02/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	D. et CGT-HPE c/ Hôtel Concorde Opéra (p. n° 12-19.214)	430	
	18/02/2014	TGI Bourg-en-Bresse	Storengy Sa c/ CHSCT sites Etrez Manosque Tersanne	646	
	18/02/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Europe management c/ Trancart et SNPEFP-CGT (p. n° 13-10.876)	657	
	19/02/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Stokomani c/ FEC-FO (p. n° 13-12.207).....	406	
	19/02/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Martho (Intermarché) c/ X. (p. n° 12-22.709)	579	
	20/02/2014	CA Paris (P. 6 – Ch. 5)	T. c/ KS Services.....	552	
	20/02/2014	CA Versailles (5 ^{ème} ch.)	CPAM des Hauts-de-Seine c/ H. et syndicat CGT.....	663	
	21/02/2014	CA Lyon (Ch. Soc.)	Caisse d'épargne Rhône-Alpes c/ Syndicat SUD Groupe BPCE, syndicat CGT du personnel de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes et a.	417	
	MARS	11/03/2014	C. Cass. (Ch. Crim.)	EasyJet Airline Company Ltd (p. n° 11-88.420).....	390
		11/03/2014	C. Cass. (Ch. Crim.)	Vueling Airlines (p. n° 12-81.461)	391
		11/03/2014	CA Riom (4 ^e ch. civ.)	SAS Upercut c/ Mme L.	610
		12/03/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	D. c/ Semikron (p. n° 12-29.141)	585
18/03/2014		CA Versailles (6 ^e ch.)	Fabienne P. en qualité de conseiller prud'homme section encadrement et a. c/ Michel A. élu président du Conseil de prud'hommes de Nanterre	612	
21/03/2014		C. Cass. (Ch. mixte)	ISS Propreté c/ X. et a. (p. n° 12-20.002).....	402	
31/03/2014		CA Aix-en-Provence (Ord. Référé)	SAS Securitas Distribution c/ M. X.	608	
AVRIL		04/04/2014	C. Const.	Société Sephora, décision n° 2014-374 QPC	681
		08/04/2014	C. Cass. (Ch. Crim.)	B. (p. n° 12-85.800).....	513
		08/04/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Nègre c/ Centre hospitalier territorial Gaston Bourret (p. n° 13-10.209)	563
	09/04/2014	CPH Amiens (Référé)	C. c/ Autisme Picardie	678	
	11/04/2014	C. Const.	Confédération Générale du Travail, Force Ouvrière et a., décision n° 2014-388 QPC	683	
MAI	18/04/2014	TGI Draguignan	CHSCT La Poste Puget-Azur-Estérel et CFDT c/ La Poste.....	588	
	07/05/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	UES Jean-Claude Decaux c/ CHSCT de Marseille (p. n° 13-13.561)	647	
	07/05/2014	CA Paris (P. 6 – Ch. 6)	K. contre SA Poiray	862	
	14/05/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	K. c/ Société Audit et Diagnostic (p. n° 12-35.033)	586	
	15/05/2014	CA Versailles (19 ^e ch.)	C. c/ Lycée Georges Braque.....	650	
	19/05/2014	CA Colmar (Ord. Prés.)	Peugeot Citroën c/ E.....	624	
	20/05/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Comité d'établissement de la société Exxonmobil Chemical France contre société Exxonmobil Chemical France (n° 12-29.142)	845	
	21/05/2014	CPH Paris (Comm. – Départ.)	B. et syndicat CGT HPE c/ Elior et Novotel	600	
	JUIN	03/06/2014	CA Chambéry (Ch. Soc.)	SA NTN SNR Roulements contre Michel C. et Syndicat CGT NTN SNR.....	857
		12/06/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. contre société Votre bureau (p. n° 12-29.063).....	866
13/06/2014		C. Const.	L. contre Atlantem industries (p. n° 13-11.448).....	867	
13/06/2014		C. Const.	David C., décision n° 2014-401 QPC.....	686	
25/06/2014		C. Cass. (Ass. plén.)	Lionel A., décision n° 2014-402 QPC	686	
JUILLET	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	A. contre association Baby Loup (p. n° 13-28.369)	839	
	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Yara France et CFE-CGC c/ FNIC CGT	592	
	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Molex automotive c/ X. et a. (p. n° 13-15.208)	653	
	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Unedic contre A. (p. n° 12-29.788 s.)	849	
	09/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Systra contre comité d'entreprise de la société Systra (n° 13-17.470)	847	
	09/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association de médiation sociale (AMS) c/ Laboubi et CGT (p. n° 11-21.609)	677	
	12/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Yara France et CFE-CGC c/ FNIC CGT (p. n° 13-14.622)	592	
SEPTEMBRE	18/09/2014	TGI Annecy	Comité d'entreprise Tefal contre SAS Tefal.....	843	
	29/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	société Gem'Port des Mascareignes contre X (p. n° 12-26.932) ..	861	